

LES
ÉCOLES DE RÉFORME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mercredi 17 Avril 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Charles THIEBAULT

Président : M. GARÇON, professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur,
 HITIER, chargé de cours.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ÉCOLES DE RÉFORME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mercredi 17 Avril 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Charles THIEBAULT



Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, *professeur.*
HITIER, *chargé de cours.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

A LA MÉMOIRE DE MES CHERS PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- ASTOR. — Essai sur l'emprisonnement cellulaire en France.
- BADINI JOURDAN. — De l'initiative privée pour la protection de l'enfance contre le crime.
- Dr BOUJU. — Projet d'École régionale de réforme.
— Comités des enfants traduits en justice du Havre, de Marseille. *Bulletins*.
- COMPANS. — De l'exécution de la peine appliquée aux jeunes délinquants.
- COPPÉE. — Le coupable.
- DALLOZ. — *Rép. Prisons et Bagnes*, 52, 57.
- DELEGORGUE. — La correction paternelle et l'école de réforme.
- DELAMARQUE ET DUGAT. — Des colonies agricoles.
— Les enfants en prison.
- FARALICQ. — Le mineur abandonné, vicieux ou coupable.
- FLANDIN. — Rapports.
- GARRAUD. — Traité de droit criminel.
- GARÇON. — Code pénal annoté.
- GUILLOT. — L'enfance dans les institutions pénitentiaires de la France, en 1895.
— Les prisons de Paris.
— L'école de préservation (*Nouvelle revue*, 1^{er} juin 1893).

- D'HAUSSONVILLE. — Les établissements pénitentiaires.
- HERBETTE. — L'œuvre pénitentiaire.
- DE JOINVILLE. — Éducation correctionnelle des jeunes détenus.
- JOLY. — L'enfance coupable et les maisons de correction à l'heure actuelle.
- Le combat contre le crime.
- LEVY. — De l'initiative privée pour la protection de l'enfance contre le crime.
- MOLINIÉ. — Relèvement moral de l'enfance coupable.
- NOTICES. -- Sur la colonie de Mettray.
- Sur l'École professionnelle d'Orgeville.
- Sur l'Ecole de Saint-Louis (Gironde).
- Sur la maison paternelle de Saint-Antoine.
- ORTOLAN. — Éléments de droit pénal.
- PRÉVOST. — Maisons de réforme et colonies pénitentiaires.
- PUIBARAUD. — Maisons d'éducation préventive et correctionnelle.
- RADENAC. — Rôle de l'État dans la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.
- RAUX. — Nos jeunes détenus.
- REVUE. — Pénitentiaire.
- Philanthropique.
- *L'Enfant*, Paris, 1905.
- TUSCHER. — Essai sur l'imputabilité et la procédure. *Bulletin de l'Union des sociétés de patronage*.
- VIDAL. — Cours de droit criminel et de science pénale.
- VOISIN. — Conférences.

INTRODUCTION

La perversion de l'enfance et ses causes

A côté des maux physiques qui affligent l'humanité et pour la disparition desquels les savants de tous pays consacrent leur science et leur vie, il est des maladies sociales plus terribles encore, qui ont toujours résisté aux efforts tentés pour les combattre. Parmi celles-ci, il en est une plus effrayante et plus rebelle que toutes les autres, qui loin de disparaître semble au contraire s'aggraver de jour en jour : c'est le crime.

La criminalité augmente, crie-t-on de toutes parts ! Les colonnes de nos journaux sont encombrées des récits de forfaits les plus épouvantables et pas un jour ne se passe sans que la nouvelle d'un assassinat ou d'un drame sanglant ne vienne éveiller la curiosité malsaine des foules.

La criminalité augmente, dit-on, et ce cri d'alarme poussé qui constate un état de choses malheureuse-

ment trop vrai, on ne cherche point à enrayer le fléau. Seuls les criminalistes, doublés de philanthropes, imitant le médecin qui cherche le virus pour détruire le mal dans son germe, ont cherché eux aussi les moyens d'éviter la contagion du « mal criminel ».

Non seulement le nombre des crimes et des délits tend à augmenter, chaque jour, mais constatation plus grave encore, si l'on consulte les statistiques judiciaires, on remarque, que c'est surtout dans la jeunesse et en particulier chez les jeunes gens de 16 à 21 ans que la criminalité va toujours croissant. De 1826 à 1880 le nombre des délits avait triplé chez les adultes et quadruplé chez les mineurs et dans les treize années qui suivent, la proportion augmente encore, puisque la criminalité s'accroît d'un quart chez les jeunes gens et d'un neuvième seulement chez les adultes. Si nous consultons les statistiques correctionnelles (1), on constate que les délinquants mineurs

1. Les statistiques correctionnelles sont les plus concluantes en ce qui concerne les mineurs de 16 ans. En effet, le nombre des jeunes gens comparaisant devant les assises est relativement très restreint, l'article 68 du Code pénal en est la cause : l'individu âgé de moins de 16 ans qui n'aura pas de complices présents au-dessus de cet âge et qui sera prévenu de crimes autres que ceux que la loi punit de la peine de mort, de celle des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, ou de la détention, seront jugés en effet par les tribunaux correctionnels.

de 21 ans déferés aux tribunaux correctionnels ont passé du chiffre moyen de 9.732 entre les années 1831 à 1835 à 43.505 entre les années 1887 à 1895 inclusivement et en ce qui concerne les mineurs de 16 ans, on passait pour les mêmes périodes de 2.753 à 8.118, soit une augmentation de près du triple.

En l'année 1894, sur 40.000 mineurs délinquants, il y en avait 32.849 de 16 à 21 ans et l'année suivante on en comptait 3.092 de plus (1). Enfin, d'après une statistique toute récente pour le département de la Seine, en 1904, 27.816 individus avaient été arrêtés, sur lesquels on comptait 9.211 mineurs de 21 ans.

« C'est toute une armée, comme le disait M. Guil-
« lot (2), une véritable armée du vice qui constitue
« un péril social. La proportion augmente de jour
« en jour : l'enfant devient terrible, non plus par
« ses propos, mais par ses actes, son imagination
« surchauffée devient de plus en plus capable des
« conceptions les plus abominables et sa conscience
« obscurcie par de fausses doctrines, affranchie de
« toute contrainte morale, ne sait plus l'éclairer... ;

1. Sur les 35.941 mineurs de 21 ans poursuivis en 1895, 554 ont comparu devant les assises, 35.387 devant les tribunaux correctionnels.

2. GUILLOT, *Nouvelle revue*, 1^{er} juin 1893. L'école de préservation.

« l'atmosphère au milieu de laquelle il vit, développe
« prématurément ses instincts, devance la marche
« régulière de la nature elle-même, et si rien n'inter-
« vient à temps, le moment arrivera rapidement où
« le mal l'aura tellement atteint, qu'il sera comme un
« fruit gâté dont on ne peut plus rien tirer. »

A vrai dire, depuis 1904 la marche croissante de la criminalité chez les mineurs semble s'être rallentie ; en 1905, pour le département de la Seine, le nombre des arrestations était inférieur de 740 à celui de l'année précédente : la diminution portait sur le vagabondage et la pédérastie ; il y avait au contraire augmentation pour la mendicité, l'assassinat, le meurtre, l'attaque nocturne, la rébellion et le délit de souteneur.

Doit-on attribuer cette légère diminution aux mesures législatives prises ces dernières années dans l'intérêt de la jeunesse abandonnée et aux efforts persévérants faits par les criminalistes pour enrayer le fléau ? Il faut l'espérer ; mais il serait puéril de s'illusionner sur ces quelques chiffres qui semblent marquer un arrêt dans la marche ascendante de la criminalité de l'enfance ; l'heure n'est pas encore venue de crier victoire.

Certes la loi du 24 juillet 1889, sur la déchéance paternelle, celle du 19 avril 1898 sur la garde des enfants victimes ou coupables, ont beaucoup fait dans ce sens. Il reste encore fort à faire, et ce n'est qu'à

force de patience et de temps, que nous pouvons espérer voir un jour diminuer la progression croissante de ces statistiques criminelles.

En effet le mal est d'autant plus grand que ses causes en sont plus graves. D'où vient cette perversion précoce de l'enfance ? D'où vient que depuis trente ans la criminalité augmente, surtout dans la jeunesse ? C'est que, malgré tous les progrès de notre civilisation moderne dans le domaine de la science, nous vivons à une époque où le principe d'autorité est trop souvent décrié et où le respect de cette autorité diminue parfois jusqu'à disparaître complètement.

La puissance du père de famille, cette « patria potestas » que les Romains avaient mise à la base de leurs institutions sociales, n'existe plus aujourd'hui que de nom. Théophile Roussel le comprenait, lorsqu'il attribuait « la perversion précoce des enfants à l'indignité des parents » et qu'il dénonçait « les « défaillances et les abus de la puissance paternelle « qui, subissant elle-même la plus monstrueuse de « toutes les dégradations, devient, disait-il, un pouvoir malfaisant. »

Les causes de la perversion des enfants sont nombreuses. Elles proviennent, soit des mœurs actuelles en général, soit des vices des parents, enfin elles peuvent être inhérentes aux enfants eux-mêmes.

Avant d'étudier chacune de ces catégories, nous

ferons observer que la majorité des enfants délinquants, pour ne pas dire la presque totalité, provient des milieux peu fortunés et notamment de la population ouvrière des villes et des campagnes.

Ce n'est point que nous considérons que l'enfant des milieux riches ou aisés ne soit sujet aux mêmes faiblesses, mais les parents de ceux-ci peuvent procéder eux-mêmes à l'amélioration de l'enfant dès les premiers symptômes d'inconduite. Ils ont une foule de moyens qui échappent aux pauvres gens et nous ne citerons que pour exemple le régime de l'internat dans un établissement sévère, les privations de récompenses et de plaisirs, voire même de confortable et enfin, ressource suprême et rarement utilisée, l'envoi dans la maison paternelle de Mettray, si bien qu'en justice nous les voyons apparaître rarement.

Une autre cause empêche encore cette comparution: elle réside en ce fait que les parents peuvent plus facilement, grâce à leur situation, arrêter les plaintes. Enfin, nous devons ajouter que si ces milieux favorisés n'ont point une pureté de mœurs exemplaire, si même leur niveau moral moyen n'est pas, au dire de quelques-uns, supérieur au niveau moral moyen de l'ensemble de la population, tout au moins, les faiblesses y sont-elles mieux dissimulées et l'exemple moins défavorable.

Maintenant que nous avons éliminé ces milieux spéciaux, examinons les causes de perversion dans

la généralité des ménages, et tout d'abord celles qui proviennent des mœurs.

Nous signalerons en tête de toutes, la diminution incontestable de la force d'une idée placée à la base de toutes les constitutions des Sociétés anciennes, celle de l'autorité paternelle. Sur ce point, philosophes et criminalistes semblent être absolument d'accord, et c'est ainsi qu'au congrès de Saint-Pétersbourg, M. de Moldenhaver disait (1) : « La statistique
« constate, au milieu d'un accroissement général des
« crimes, une progression effrayante de ceux commis
« par les mineurs ; la faute en est à la déchéance
« morale des parents. » En effet, ajoutait-il, « ces der-
« niers, vivant souvent sans respect pour les lois
« divines et humaines, ne sauraient inculquer à leurs
« descendants le respect dû à ces lois, mais, ayant
« eux-mêmes perdu tout sentiment moral, ils sont
« dans l'impossibilité de le communiquer à leurs
« enfants. »

Le sentiment de la famille diminue en général dans tous les milieux, mais particulièrement, croyons-nous, dans la population ouvrière des villes. Le père, loin d'être pour ses enfants un guide et un protecteur, n'est malheureusement parfois — rarement il

1. *Congrès de Saint-Pétersbourg*, Rapport de la septième question de la première section, fascicule 7.

est vrai — qu'un être indifférent ou brutal, paresseux ou alcoolique, quand il ne réunit pas ces différents états d'âme. La mère, absorbée, débordée, pour mieux dire, par les soins multiples du ménage et de l'entretien des enfants, joints aux travaux de l'atelier, n'est plus, à la fin de ses fatigues matérielles de la journée, capable d'aucun effort moral ; heureuse encore elle s'estime, si, physiquement, ses enfants ne peinent pas trop.

Cette autorité du père de famille sur ses enfants est cependant comme le pivot de toute bonne organisation sociale, et c'est pourquoi, il y a deux siècles Montesquieu pouvait écrire, avec juste raison, cette phrase qui sera comme une éternelle vérité : « Rien
« ne soulage plus les magistrats, ni ne dégarnit plus
« les tribunaux, rien enfin ne répand plus de tranquillité dans un État où les mœurs font toujours de
« meilleurs citoyens que les lois, que de donner aux
« pères une grande autorité sur leurs enfants. »

Les philosophes et les sociologues ont longuement discuté sur l'opportunité de l'intervention de l'État dans l'éducation de la jeunesse.

Pour les uns, l'autorité du chef de famille est une chose sacrée : le père est libre d'élever ses enfants comme il le désire, et jamais l'État ne devrait intervenir en pareille matière.

Pour d'autres, au contraire, l'enfant appartiendrait à l'État, avant d'appartenir à sa famille : le père ne

serait plus libre d'élever ses enfants comme il le voudrait, l'État se substituerait au chef de famille, en lui enlevant toute espèce de pouvoir et d'autorité.

La vérité nous semble être entre ces deux extrêmes. Dans un état social où les parents peuvent utilement exercer leur autorité, le premier système est évidemment le meilleur, car l'État, en voulant embrasser trop de fonctions, n'arrive plus à satisfaire convenablement à aucune. La seconde est admissible, au contraire, s'il est évident que, par suite de l'excès de travail, ou par la pluralité des vices, l'autorité paternelle ne peut plus utilement s'exercer.

Certes, l'autorité du père ne se conçoit plus de nos jours de la même façon que l'on concevait à Rome la « patria potestas », et le droit de vie ou de mort d'un père sur ses enfants paraîtrait aujourd'hui avec juste raison comme un restant de cruelle barbarie(1),

1. Tous les moyens légaux de correction appartenant aujourd'hui au père de famille, les articles 375 et suivants du Code civil nous les donnent : le père qui aura des sujets de mécontentement très graves sur son fils aura à sa disposition les moyens de correction suivants : si l'enfant est âgé de moins de 16 ans commencés le père pourra le faire détendre pendant un temps qui ne pourra excéder un mois et à cet effet le président du tribunal d'arrondissement devra, sur sa demande délivrer l'ordre d'arrestation.

Depuis l'âge de 16 ans commencés, jusqu'à la majorité ou l'émancipation le père pourra seulement requérir la détention

mais si cette institution a dû se modifier et se moderniser sous l'influence du temps et des mœurs, il n'en est pas moins vrai, que dans une société bien organisée, elle doit néanmoins occuper la première place. Ce n'est que lorsque le père se déclarera ou sera reconnu incapable d'élever ses enfants, ou impuissant à réprimer chez eux leurs mauvais instincts, ou bien encore lorsque son indignité aura été reconnue et proclamée, que l'État prendra la charge d'élever ces enfants et de les améliorer. Aussi, pour cela, l'État devra-t-il avoir entre les mains les outils nécessaires pour mener à bien cette rude tâche, qui n'est pas une tâche de répression mais plutôt d'éducation.

Mais, ce que l'État n'est pas en mesure de faire, ce qu'il ne peut efficacement combattre, c'est la décadence générale des mœurs.

Il n'est pas douteux que si la pureté des anciens, si souvent vantée et proposée comme modèle, n'est point, quant à nous, une chose mathématiquement établie, il est certain néanmoins qu'un relâchement général s'est indubitablement produit et a coïncidé avec l'amélioration générale de la vie. Les besoins

de cet enfant pendant six mois au plus. Il s'adressera au président dudit tribunal qui, après en avoir conféré avec le procureur de la République, délivrera ou refusera l'ordre d'arrestation et pourra dans le premier cas abréger le temps de la détention requis par le père.

multipliés par la possibilité de plus en plus grande que nous avons de les satisfaire, créent eux-mêmes de nouvelles exigences, quand celles-ci seront satisfaites, d'autres besoins plus nombreux encore se produiront, car c'est le propre de la nature humaine de chercher toujours le bonheur dans la satisfaction d'appétits nouveaux. De là, une tendance manifeste pour chacun à s'exagérer ses appétits, même sensuels, et une floraison remarquable de débauches nouvelles et perfectionnées.

Les ressources cependant n'augmentent pas dans les mêmes proportions et il en résulte un malaise plus grand qu'à certaines époques de l'histoire où le bien-être était moins complet. Cette évolution, suivant la règle générale, fait des victimes et frappe les moins forts, et ceux-là sont en particulier les enfants ; aussi la famille n'est-elle plus quelquefois, bien rarement il est vrai, « qu'un simple groupement d'individus, comme le dit M. Guillot (1), et de quels « individus, cent fois inférieurs aux animaux eux-mêmes ! » Ici, tout n'est que débauche et corruption, le travail est chose inconnue, le vol et la prostitution sont les seuls moyens d'existence, l'alcoolisme le seul passe-temps. C'est dans un taudis infect et noir, dans un quartier populeux de grande ville que vivront la plupart du temps, dans la plus ignoble

1. *L'enfance*, par M. Guillot.

promiscuité, ces groupements d'individus, véritables foyers d'infection physique et morale. « Plus la maison à la porte de laquelle vous vous arrêterez sera repoussante, plus il s'en dégagera une odeur de pauvreté et de moisissure, plus l'humidité malsaine, aura apporté et donné un aspect de lèpre aux murs, plus il pendra aux fenêtres de loques dégoûtantes, plus vous serez sûr d'y trouver quelque enfant destiné à tomber à la première occasion dans les mains de la police. »

Ces milieux malheureux se rencontrent plus souvent croyons-nous, dans les villes que dans les campagnes. Dans ces dernières, en effet, les traditions des ancêtres sont mieux conservées et il reste encore chez nos paysans de France un certain respect pour l'autorité. Rien du reste n'est meilleur pour la conservation de l'idée de famille, et par conséquent pour l'éducation des enfants, que la vie calme et paisible de la campagne. Ici, la famille reste unie dans le même village, souvent sous le même toit, cultivant les quelques lopins de terre qui constituent le petit patrimoine familial, et l'on n'y trouvera point de ces promiscuités dangereuses, de ces tentations malsaines qui hantent l'ouvrier de l'usine ou de l'atelier.

Certains sociologues bien avisés cherchent à ramener par tous les moyens possibles l'ouvrier des villes à la campagne. Alors, en effet, que l'on constate à chaque nouveau recensement une progression crois-

sante dans la population des villes, on constate, par contre, une diminution qui s'accroît de jour en jour dans les populations agricoles.

A quoi attribuer cette exode de la campagne vers la ville ? A des causes multiples : le cultivateur croit d'abord qu'en allant s'installer à la ville il y fera fortune ; il est en quelque sorte alléché par le salaire de l'ouvrier industriel, généralement supérieur au sien. Il ne se rendra point compte que si d'un côté il gagne plus, ses dépenses elles aussi augmenteront dans de notables proportions ; les frais de nourriture, d'habillement et de loyer, auront vite fait de manger le produit de ses journées et en fin de compte il n'y trouvera pas son bénéfice. Ce salaire élevé qu'il convoite, il ne peut se le procurer ordinairement, lui qui sort de l'agriculture, qu'en entrant à l'usine destructrice de la vie de famille. L'atelier et les nécessités de l'industrie moderne éloignent simultanément du foyer le père et la mère et même, dans d'honnêtes ménages, l'enfant se trouve, pendant de longues heures, exposé à tous les dangers de l'oisiveté. L'ouvrier d'industrie, retenu tout le jour à l'atelier, abandonne forcément son logis, n'y faisant que de courtes apparitions pour y souper et y dormir. Si la femme, elle aussi, travaille en fabrique, la maison sera déserte, et les enfants, s'il y en a, seront abandonnés à eux-mêmes. Combien ne voyons-nous pas de pauvres enfants de 8 et 10 ans, parfois même plus

jeunes, que leurs parents, occupés au dehors par leurs travaux, abandonnent ainsi tout le jour, ne rentrant que le soir à la maison et laissant ainsi ces petits, exposés à tous les dangers de l'oisiveté et de la rue. « L'enfant des villes, comme le disait M. Guillot dans son rapport sur l'enfance, n'a pas comme celui de la campagne besoin de sentir l'odeur des bois lui monter à la tête pour devenir un vagabond, celle du ruisseau lui suffit ; à chaque pas c'est un nouveau spectacle qui l'amuse : le camelot qui vend sa marchandise, le chanteur autour duquel la foule fait cercle et reprend le refrain graveleux, l'ivrogne qui tombe dans le ruisseau, le voleur qui se sauve, et surtout le sergent de ville qui ne l'attrape pas. Mais le grand tentateur c'est la boutique, non seulement celle où se montre la friandise appétissante que le marchand est obligé de couvrir d'un filet, mais celle où s'étaient les images licencieuses, les dessins orduriers, les photographies obscènes, les annonces brutales où le vice ne dissimule rien. »

Nous en pourrions dire autant de la tendance trop marquée de la presse à satisfaire les mauvais instincts d'un grand nombre de ses lecteurs. Le criminel du jour voit son portrait placé en vedette dans les organes les plus répandus, il force l'attention, et prend souvent le lendemain la place qu'un grand savant, qu'un général nouvellement promu, qu'un homme politique en renom, occupait la veille. L'en-

fant trouve le journal à la maison, il est en quelque sorte ébloui par les titres de gloire et de notoriété qu'annonce pour lui cette mise en vedette, et comme le mal est plus facile à réaliser que le bien, il aspirera quelquefois, lui aussi, à devenir un de ces « apaches » fameux dont il voit le portrait : chef de bande redoutable, « terreur » de tel ou tel quartier, dont les sanglants exploits défraient toutes les conversations. La presse, cet organe tout-puissant de nos jours, nous pourrions dire trop puissant, contribue, à n'en pas douter, à l'accroissement de la criminalité chez les enfants. L'assassin, le voleur en renom n'est-il pas en effet le héros du jour, l'homme sur lequel les regards de tous sont attirés ; on raconte tout au long sa vie, ses occupations, ses habitudes, on prône ses méfaits, on vante son adresse, on fait presque son apologie. Cette quasi-célébrité est bien faite dans notre siècle de réclame pour tenter ces jeunes cerveaux et parmi des enfants tarés de naissance, vicieux par nature, il en est qui aspirent à la notoriété, qui accompagnent aujourd'hui le nom des grands criminels.

Après avoir mentionné ces causes générales de perversion de l'enfance, nous étudierons celles qui découlent plus spécialement de la faute même des parents, et en premier lieu, il faut que nous examinions celles d'où résultent ordinairement des conséquences héréditaires et par là, nous entendons

l'alcoolisme et les maladies qui proviennent ordinairement de la débauche.

L'alcoolisme, sur les conséquences duquel nous n'avons pas à nous étendre, parce que trop connues, paraît être une conséquence de l'agglomération des ouvriers attachés au même travail. C'est en effet à la sortie des ateliers, des chantiers nombreux, que se font entre les ouvriers, en présence du débitant de boissons, ces échanges de bons procédés qui altèrent profondément la santé, alors qu'ils absorbent la plus grande partie des produits du travail.

La lutte contre l'abus de l'alcool, entreprise un peu partout depuis quelques années, n'a produit en France jusqu'à ce jour que des résultats peu appréciables. Il faut nous résigner à voir cette cause de dégénérescence produire encore pendant longtemps des effets pernicieux sur la constitution physique et morale des enfants.

Il n'est pas superflu d'observer que l'alcoolisme, encore en progrès chez l'homme, exerce depuis quelques années des ravages de plus en plus grands chez la femme. Les deux époux sont ainsi atteints souvent dans leur force reproductive, heureux encore quand l'un d'eux, si ce n'est les deux, ne présente pas déjà les stigmates des suites de la débauche de leurs parents ou d'eux-mêmes. Il n'existe pas de moyens médicaux permettant de prévenir dans la descendance les conséquences des fautes des parents, aussi

le nombre des enfants dégénérés est-il énorme et c'est parmi eux que se recrutera une grande partie des enfants délinquants.

Ces deux vices sont d'autant plus dangereux, qu'en dehors des causes de dégénérescence ci-dessus, ils préparent chez les enfants un champ de ravage admirable pour la tuberculose. Contre celle-ci, la lutte est menée plus sérieusement, mais les résultats ne seront jamais bien appréciables que si ces deux causes, au moins l'une d'elles, vient à être endiguée.

Si beaucoup d'enfants souffrent directement de cet état physique de leurs parents, ils en souffrent aussi indirectement, car les père et mère, qui sont ainsi débilités, n'ont plus le caractère ni la force d'esprit nécessaires pour exercer sur leurs enfants une surveillance efficace : ils sont sans autorité pour leur donner un exemple salubre. Aussi rencontre-t-on parfois, dans tous les milieux sociaux, de ces caractères de parents, qui, tout à la fois, imbus de leur autorité, frappent leurs enfants à tort et à travers et, se rappelant ensuite leurs devoirs d'affection et leurs sentiments de tendresse, leur permettent aussitôt après toutes les incartades et tous les excès.

Or, comment ces parents pourraient-ils agir autrement puisqu'eux-mêmes ne semblent pas, entre un acte de brutalité causé par les excès de ce qu'ils appellent bien vivre et une larme de tendresse pro-

voquée par le regret de leur acte intempestif, discerner leur véritable rôle moralisateur ?

Les conséquences sont même souvent plus graves, et nous connaissons le cas d'un père fortement alcoolique et d'une mère dégénérée, honnêtes gens tous les deux, ayant un enfant d'une intelligence suffisante, mais détourné du droit chemin : ils souhaitent vivement sa mise en correction, mais l'ayant obtenue, ils en sont navrés, se livrant à tous les excès dont ils sont capables, pour arriver à faire revenir l'enfant avec eux, avant son amendement, de façon à pouvoir retrouver en lui le secours pécuniaire que pourrait leur procurer le travail intensif du petit malheureux. Le même sentiment conduit, également certains parents à imputer à leur enfant des vices et des délits, alors que leur but principal est uniquement de se débarrasser d'une bouche inutile, tout en se promettant de revendiquer énergiquement leur droit de puissance paternelle, le jour où l'enfant pourra leur rapporter quelques sous. Ce sont là des exemples pratiques, que toute personne s'occupant quelque temps des questions d'enfance coupable a certainement rencontrés, non pas une fois, par hasard, ni d'une façon continue, mais assez fréquemment cependant, pour que cette cause s'impose à l'attention des criminalistes.

Il serait à souhaiter également que tous les parents envoient à l'école leurs enfants d'une façon plus

régulière que beaucoup ne le font, cette observation s'applique à la fois aux premières et aux villes et même plus particulièrement aux premières. Il n'est point rare de voir l'école délaissée, au moment où les travaux agricoles sont le plus urgents; il n'est point rare, ce qui est pire, de voir les parents pauvres placer leurs enfants en condition pendant la période des quatre mois d'été, de juillet à novembre.

Une application plus sévère de la loi scolaire, une augmentation même des pénalités dérisoires prévues par cette loi, auraient pour effet d'empêcher dans les campagnes le surmenage des enfants, et d'autre part, dans les villes, ne permettraient pas à l'enfant d'échapper à l'autorité bienfaisante du maître, ne fût-ce, en dehors du travail, que pour l'exemple de la régularité et de la conduite. On ne verrait pas ainsi l'enfant faire d'aussi mauvaises connaissances, suivre les fréquentations du trottoir, et désertier, comme cela arrive parfois, le domicile paternel.

Ce sont là autant de causes imputables directement aux parents et dont ne s'est jamais préoccupée la législation pénale.

Après avoir analysé toutes ces causes, il nous restera peu à dire sur la portion de responsabilité incombant réellement à l'enfant; tout au moins, elle paraîtra si minime, que la déclaration de non-discernement, qui tend à devenir la règle, sera vraiment l'expression

de la réalité de l'état moral de l'enfant. On ne peut lui imputer en effet à titre personnel que l'acte même du délit, alors que les véritables causes lui sont extrinsèques ; il subira les conséquences de l'hérédité, il sera en état d'infériorité pour se défendre contre l'esprit du mal existant dans la nature humaine. Tout au plus pourra-t-on lui trouver une véritable responsabilité personnelle sérieuse, lorsque, arrivé déjà à un certain âge, 15, 16 ou 17 ans, il aura quitté sa famille pour se livrer aux premiers jeux de l'amour ou de la prostitution.

Femme, ce sera alors une fille perdue pour laquelle la loi pénale n'offre pas de ressource efficace ; homme, il sera convaincu de vagabondage spécial et, dès lors, son cas n'est plus intéressant pour ceux qui s'occupent de l'enfance.

Laissons donc de côté les enfants qui par leurs vices spéciaux ne méritent déjà plus ce tendre nom d'enfant, ceux-là, les tribunaux les traiteront comme des hommes ; mais attachons nous à voir par quels moyens on amendera ceux dont le corps n'a pas encore fini de se développer, ceux dont le cerveau encore insuffisamment formé peut être malléable, et voyons ce que nos lois ont établi pour lui.

Nous pénétrerons dans l'arsenal législatif et nous examinerons les lois qui peuvent permettre d'arracher l'enfant au milieu malsain dans lequel il a été élevé et dans lequel il ne devait pas être condamné à vivre.

La société est-elle suffisamment armée contre ces familles indignes, qui, au mépris de toute morale, nous préparent des générations de malfaiteurs et de criminels ? Que fera-t-on de l'enfant délinquant, de ce petit malheureux qui, la plupart du temps, victime de la fatalité du sort, commet quelque acte répréhensible et attire sur lui les rigueurs de la justice ? L'enverrons-nous en prison pour le punir ou à l'école pour l'élever ?

Nos institutions, en ce qui concerne l'enfance coupable, sont-elles de tous points parfaites ? N'y aurait-il pas lieu d'y apporter quelques modifications, quelques perfectionnements ? Telles sont les multiples questions qui feront l'objet de cette étude.

Nous étudierons dans une première partie les lois pénales, en les distinguant, selon qu'elles ont pour but d'établir des principes ou de prescrire une répression ou une éducation, ou selon qu'elles ont pour but d'établir une organisation propre à appliquer les principes contenus dans les précédentes.

Dans une seconde partie, nous étudierons les moyens d'amendement de l'enfant et les écoles dans lesquelles ils sont ou pourront être employés ; enfin nous résumerons toutes les observations que cette étude nous aura suggérées, sous la forme d'un vœu législatif et d'une réglementation pratique,

Depuis quelques années, du reste, un grand mouvement d'opinion semble s'être manifesté en faveur

des enfants traduits en justice. Aux efforts du parlement sont venus se joindre ceux de philanthropes, de professeurs, de magistrats, d'avocats. De nombreuses sociétés se sont formées qui, sous des noms divers : Sauvetage de l'enfance, Société de protection des enfants abandonnés, etc., cherchent, par tous les moyens, à recueillir, à hospitaliser et à améliorer de pauvres petits, souvent plus malheureux que coupables, voués par leur naissance au vagabondage ou au crime. « C'est, en effet, au début, comme on l'a dit très justement (1), qu'il faut prendre le délinquant, le criminel ou plutôt il faut le saisir avant qu'il ait la pensée réelle d'être un criminel et un délinquant, car, lorsque la conscience est faussée ou brisée, la lutte contre le mal devient cruellement âpre et trop souvent inefficace. » C'est donc avant tout l'enfance que l'on devra protéger contre la contagion du mal criminel ; les sociologues et les criminalistes l'ont bien compris, aussi, aux derniers congrès pénitentiaires, les enfants coupables ont-ils été l'objet de nombreux rapports et de multiples projets. On a voté de très sages résolutions à leur égard en demandant sous forme de vœux que les pouvoirs publics favorisent le patronage dans la famille, créent des écoles de préservation pour les vicieux et des établisse-

1. HERBETTE, *L'œuvre pénitentiaire*.

ments médico-pédagogiques pour les dégénérés. On a été jusqu'à réclamer l'institution de tribunaux juvéniles, tels qu'ils fonctionnent en Angleterre et aux États-Unis (1). Grâce à ces mesures préventives prises non seulement en France mais aussi à l'étranger en faveur de la jeunesse coupable ou abandonnée, on espère avec juste raison enrayer la marche ascendante de la criminalité.

Mais pour mener à bien une œuvre aussi considérable, pour qu'elle aboutisse à de bons résultats, les concours officiels et l'initiative privée sont également nécessaires. Il serait à souhaiter que chacun, dans la mesure du possible, joue son rôle dans cette lutte incessante contre le crime, car, quoi qu'on en dise, il ne faut pas considérer comme indifférente ou inutile aux honnêtes gens l'action qu'on exerce sur les gens malhonnêtes. Redisons-le, s'occuper de la partie malsaine de la société c'est encore travailler pour la partie saine.

1. Il existe aux États-Unis des tribunaux spéciaux pour les jeunes délinquants; ce sont les « Childrens courts »; on évite ainsi à l'enfant le contact toujours fâcheux des délinquants adultes et la tare infamante qu'entraîne pour l'enfant sa comparution devant un tribunal de droit commun.

PREMIÈRE PARTIE

SYSTÈME LÉGISLATIF

CHAPITRE PREMIER

THÉORIE DE LA LOI PENALE

Au point de vue purement psychologique, comme le dit M. Garraud dans son *Précis de droit criminel*, la vie humaine peut, en ce qui concerne la responsabilité pénale, être divisée en trois grandes périodes. Dans la première, l'enfant dans *tous les cas*, agit sans avoir conscience de ce qu'il fait et ses actes ne lui sont pas imputables. Pendant la seconde période, la conscience du bien et du mal s'étant développée chez l'enfant, sa responsabilité devient « douteuse ». Doit-il ou non être estimé responsable des fautes qu'il commet? On ne peut se prononcer d'une façon catégorique : c'est une question de fait qu'il faut examiner et qui est laissée à l'appréciation du juge.

Enfin, dans la dernière période, l'enfant est devenu homme, il a acquis toute sa vigueur physique et intellectuelle et il assume toute la responsabilité de ses fautes. D'une façon générale, les délits qu'il commet lui seront toujours imputables, à moins qu'une circonstance accidentelle, telle que la folie par exemple, ait fait disparaître en lui la plénitude de la conscience de son acte au moment du délit. Théoriquement donc, trois systèmes se présentent : on peut laisser aux juges le droit de poursuivre tout individu quel que soit son âge et lui demander compte de ses actes, tout en examinant pour chaque espèce son degré plus ou moins grand de responsabilité ; on peut, au contraire, diviser comme nous venons de le faire la vie humaine en périodes et fixer un âge à partir duquel, l'homme sera réputé avoir agi, dans tous les cas, avec une pleine connaissance de cause et un autre âge, au-dessous duquel il y aura présomption légale d'irresponsabilité. Enfin, un troisième système pourrait être une combinaison des précédents : l'un des deux âges seulement serait immuablement fixé par la loi pénale.

C'est ce dernier système qui a été admis par notre législation pénale ; elle décide qu'au-dessous de l'âge de 18 ans, il conviendra d'examiner pour chaque espèce, aussi bien en matière correctionnelle qu'en matière criminelle, la question de savoir si le coupable a agi avec ou sans discernement.

La loi, à vrai dire, ne définit pas ce qu'il faut entendre par « discernement ». S'agit-il du discernement de la moralité du fait incriminé ou du discernement de sa criminalité légale ? Telle est la question qui pourrait se poser. Cependant, si nous consultons les travaux qui ont précédé la confection de notre code, nous voyons, d'après l'esprit du législateur, ce qu'il fallait entendre par « discernement ». « Si, disait « en 1810 le rapporteur du projet, la décision du tri-
« bunal porte que l'action a été commise avec dis-
« cernement, la loi suppose que le coupable, quoique
« sachant bien qu'il faisait mal, n'était pas en état
« de sentir *toute l'étendue de la faute* qu'il commit-
« tait, ni de concevoir *toute la rigueur* de la peine
« qu'il allait encourir. » Il faut donc, dans l'esprit de la loi, pour que le mineur soit punissable et qu'il soit décidé qu'il a agi avec discernement, qu'il ait eu, comme le dit M. Garraud, « la plénitude de la conscience de son acte, ce qui comprend à la fois le discernement juridique ou conscience de l'illégalité et de la punibilité et le discernement moral ou conscience du bien et du mal ».

On s'est demandé pourquoi notre législation, imitant en cela la plupart des législations étrangères, n'avait point fixé un âge minimum au-dessous duquel aucune poursuite pénale ne serait possible, malgré l'évidence du non-discernement de l'enfant et les

inconvenients que cette poursuite pouvait avoir pour son avenir.

Le Droit romain, à la différence du nôtre, fixait un âge d'irresponsabilité absolue : l'*infans* et l'*infantia proximus* étaient considérés comme irresponsables et ne s'obligeaient point par leurs délits. Ce n'était que lorsqu'il était devenu *pubertati proximus*, que l'enfant devenait responsable de ses actes délictueux. Ce principe d'irresponsabilité totale n'existe pas en droit pénal français et notre code ne fixe aucun âge minimum, au-dessous duquel l'irresponsabilité de l'enfant serait considérée comme absolue et couverte par une présomption légale irréfragable. Il est vrai qu'en droit pénal, nous avons un correctif qui permet de suppléer au défaut de semblable décision. On ne peut en effet être reconnu *coupable* que si on a la *raison*. Dès lors les tribunaux peuvent, toutes les fois qu'ils ont à juger un mineur, considérer qu'il n'avait pas la raison lors du délit et l'acquitter intégralement.

Mais, à partir de quel moment l'enfant sera-t-il capable de discerner ? La loi fixe-t-elle un âge à partir duquel l'enfant sera censé avoir agi en pleine connaissance de cause et par conséquent sera présumé complètement responsable de ses actes ?

Voyons d'abord ce que décide à ce sujet le droit civil. En principe, la majorité, c'est-à-dire l'âge à partir duquel l'homme est censé capable d'agir seul et

de faire lui-même tous les actes juridiques, est fixée à 21 ans ; cependant, à côté de cette majorité de principe, nous trouvons dans le Code civil, d'autres majorités annexes : c'est ainsi qu'en matière de mariage par exemple, notre législation fixe à 18 ans pour l'homme et à 15 ans pour la femme l'âge de la majorité matrimoniale. Il suffit, en effet, pour que l'homme puisse contracter mariage, qu'il ait atteint l'âge de la puberté. Devons-nous conclure de ceci, que l'âge de la majorité matrimoniale une fois atteint, l'enfant pourra *seul* contracter mariage ? Non assurément, ici en effet la loi, dérogeant au droit commun, se montre plus exigeante encore, étant donné la gravité de la matière, et, tandis qu'elle fixe à 21 ans l'âge à partir duquel l'homme est capable d'accomplir tous les actes juridiques en général, elle recule à 25, sauf dans quelques cas exceptionnels, celui où il pourra seul contracter mariage sans le consentement de ses parents. Certes, notre Code civil aurait peut-être pu fixer à 20 ans l'âge de la majorité de principe, comme il aurait pu fixer à 16 ou à 17, l'âge de la majorité matrimoniale, la plupart des individus étant en fait pubères à cet âge et par conséquent capables de contracter mariage, mais, c'est un principe général de notre droit civil, que les délais sont toujours comptés largement. A cela, il n'y a du reste que des avantages et point d'inconvénients, car il vaut mieux prescrire à coup sûr et, c'est pour éviter toute

espèce de doute, que le législateur a préféré calculer le plus largement possible tous les délais qu'il fixe. Nous en trouvons un exemple frappant dans le calcul du délai imparti par le Code à la période de gestation.

La période de gestation sera, dit la loi (art. 312 du C. c.), de 180 à 300 jours, alors que dans la pratique, elle n'est que de 210 à 280 au maximum ; mais le législateur, en allongeant ainsi ces délais, protégeait l'enfant d'une façon efficace, en rendant plus difficile pour le père l'action en désaveu.

En ce qui concerne la minorité civile, son extension jusqu'à l'âge de 21 ans, paraît sans inconvénients, car même avant cet âge, le mineur pourra, représenté par son tuteur, accomplir tous les actes juridiques et n'aura pour cela qu'à se conformer aux prescriptions édictées par la loi. A-t-il agi seul au contraire : l'annulation de son acte sera toujours possible alors, et l'on pourra en faire disparaître toutes les conséquences, en remettant le mineur dans la situation où il se trouvait avant d'agir. Pourquoi, pourra-t-on dire la loi pénale n'a-t-elle pas suivi ce système, qui n'offre en droit civil aucun inconvénient ? C'est qu'en matière pénale, lorsqu'un délit quelconque est commis, on se trouve en présence d'un fait accompli et, à la différence du droit civil, il n'existera ici aucun moyen pour revenir sur les effets de cet acte et pour l'annuler rétroactivement.

Quel sera donc alors le système suivi par le droit pénal ?

Le Code de 1810 avait fixé d'une façon uniforme à 16 ans, l'âge de la majorité pénale ; cet âge était celui de la puberté pratique, moyenne entre la majorité de 15 ans pour la femme et de 18 ans pour l'homme, que notre Code civil avait fixée comme nous l'avons vu au titre du mariage. Les auteurs du Code estimaient qu'à 16 ans, l'homme était suffisamment développé tant au moral qu'au physique pour comprendre la gravité de ce qu'il faisait et pour assumer la responsabilité de ses actions.

Ce système du Code pénal fut maintes fois critiqué. Pourquoi, disait-on, fixer cette majorité à 16 ans plutôt qu'à 18 ou 20. N'y a-t-il pas là une injustice criante ? L'enfant délinquant a-t-il 16 ans moins quelques jours au moment du délit ? La loi le protégera ; il sera la plupart du temps acquitté comme ayant agi sans discernement et recevra un régime éducatif, souvent même il sera remis à sa famille. Sera-t-il par hasard reconnu coupable ? Condamné, il bénéficiera des diminutions de peines fixées par le Code (art. 67 et suiv.). Si le délit avait été commis quelques jours plus tard, une fois l'âge de 16 ans atteint, tous ces avantages disparaissaient d'un seul coup et l'enfant était alors assimilé, de plein droit, aux autres criminels ; c'était l'inévitable condamnation à la prison qui s'imposait pour lui, avec toutes

ses conséquences : casier judiciaire, impossibilité de s'engager dans l'armée, difficulté pour trouver un emploi dans la vie civile, etc.

C'est pour remédier au mauvais côté de ce système, qu'une loi toute récente du 12 avril 1906 est venue reporter de 16 à 18 ans l'âge de la majorité pénale. Ce système est-il préférable à l'ancien ? Oui assurément, car tout d'abord cet âge de 18 ans, bien mieux que celui de 16 ans, concorde absolument avec l'âge de puberté des deux sexes. En outre, en reculant à 18 ans l'âge de la majorité pénale, la loi de 1906 n'a fait ici qu'une application du principe général du droit pénal : le doute doit toujours profiter à l'accusé. Avant 18 ans, l'enfant sera couvert par une présomption d'irresponsabilité partielle qui permettra aux juges de décider, s'il a agi avec ou sans discernement.

En fixant ainsi à 18 ans l'âge de la majorité pénale, la loi de 1906 ne fait qu'appliquer plus largement l'idée nouvelle d'éducation de l'enfant. Le Code pénal prévoyait pour les coupables un double régime éducatif et répressif : le premier s'appliquant aux mineurs, le deuxième aux majeurs. A l'heure actuelle le principe d'éducation semble prendre la première place et se substituer complètement au régime répressif surtout en ce qui concerne les mineurs. On cherche aujourd'hui, nous le verrons en étudiant la loi de 1898 et celle de 1904, à corriger l'enfant de ses dé-

fauts, à le réformer moralement et non à le punir.

Le Code pénal obligera donc le juge à examiner, toutes les fois qu'un mineur de 18 ans comparaitra en justice, la question de savoir s'il a agi avec ou sans discernement. Tel enfant de 16 ans agira sans discernement, alors que tel autre enfant de 13 ou 14 ans aura une pleine conscience de ses actes. C'est là, nous l'avons vu, une question de fait qu'il appartient au juge de résoudre.

Très vives et très nombreuses sont les critiques qu'on a adressées au système. On en a tout d'abord discuté le principe : « En réalité, dit M. Guillot, la distinction de notre Code pénal entre les enfants ayant agi avec ou sans discernement est pleine de subtilité et livre à l'arbitraire du juge des problèmes psychologiques, qui embarrassent plus d'un philosophe et qu'il faut résoudre en quelques minutes sur des données souvent bien incomplètes. »

Le juge, objecte-t-on aussi, aura-t-il une capacité personnelle suffisante pour arriver à résoudre un tel problème. Il peut être excellent juge sans être bon psychologue, et en admettant même qu'il ait toutes les qualités d'un philosophe, aura-t-il en mains les éléments nécessaires pour se prononcer en toute connaissance de cause ?

Cette question de discernement est, en effet, des plus délicates : il est bien évident que ce n'est pas en quelques minutes, et après un examen très super-

ficiel, qu'on pourra, d'une façon certaine, dire si le mineur a agi avec ou sans discernement.

Un enfant qui, au premier abord, paraîtra devant ses juges timide et inintelligent, ne sera souvent au fond qu'un sournois et un vicieux, parfaitement conscient de ses actes ; un autre au contraire, qui par son physique ingrat prédisposera mal ses jugés en sa faveur, ne sera quelquefois qu'un pauvre être sans malice, n'ayant qu'une conscience imparfaite du bien et du mal. Il y aura donc souvent à craindre que les juges ne soient trompés par les apparences et il importera qu'ils aient entre les mains, avant de statuer sur le sort de l'enfant, tous les éléments d'appréciation et tous les renseignements nécessaires sur sa nature, son caractère, son intelligence, ses fréquentations, le milieu social où il a vécu, etc.. Ces éléments d'appréciation, le Code pénal les fournit à la rigueur, mais seulement par le procédé de l'instruction.

Lorsque des affaires concernant des mineurs seront soumises au juge d'instruction, celui-ci pourra se livrer à une véritable enquête sur l'enfant et sa famille et en joindre les résultats au dossier. Mais cette garantie disparaît si l'on emploie la procédure du flagrant délit, car le tribunal n'aura plus alors entre les mains aucun élément d'appréciation ; aussi, en 1898, une circulaire ministérielle de M. Milliard, garde des sceaux, ordonnait-elle que toutes les affai-

res concernant des mineurs passeraient par les mains d'un juge d'instruction et qu'en pareille matière jamais la procédure des flagrants délits ne devrait être suivie. C'était déjà un grand progrès accompli. Depuis quelques années, grâce au comité de défense des enfants traduits en justice, le système s'est encore perfectionné. Après entente avec les barreaux, chaque fois qu'un mineur est appelé devant un juge d'instruction ; un avocat lui est désigné d'office. Cet avocat peut et doit se livrer lui-même à une petite enquête sur l'enfant, coopérant ainsi à l'œuvre du juge d'instruction ; il se trouve de cette façon en mesure d'éclairer le tribunal sur le degré de responsabilité de son jeune client. Cette pratique, excellente en soi, fonctionne déjà dans de nombreux tribunaux, et il serait à souhaiter qu'elle se généralise plus encore. Les juges peuvent donc aujourd'hui, grâce à ces sages mesures, trancher en toute connaissance de cause ces questions de discernement.

C'est du reste de plus en plus rarement, que pareille question se posera pour les juges : les comparutions de mineurs à l'audience deviennent en fait de plus en plus rares et la pratique des ordonnances de non-lieu s'est de plus en plus généralisée.

La circulaire ministérielle de 1898 préconisait ce système : « Si les faits, disait-elle, reprochés au « jeune prévenu, ne révèlent pas un mal profond, si « l'enfant paraît avoir cédé à un entraînement acci-

« dentel et passager plutôt qu'à des instincts pervers,
« l'information pourra être close par une ordon-
« nance de non-lieu. »

En réalité le ministre de la justice, en 1898, ne faisait que confirmer et étendre l'œuvre de ses prédécesseurs. Déjà le 26 mai 1855, une circulaire (1) recommandait aux membres du ministère public de ne pas poursuivre les enfants âgés de moins de 8 ans et deux autres circulaires de 1876 et de 1892 étaient venues avant celle de 1898 rappeler aux parquets ces sages prescriptions (2).

Au point de vue strictement juridique et théorique cette coutume qu'ont les juges d'instruction de rendre en faveur des mineurs des ordonnances de non-lieu laisse fort à désirer. Le juge d'instruction n'a pas, en effet, *théoriquement*, à s'inquiéter de la question de discernement ; sa mission est de rechercher simplement, si les éléments du délit commis existent, auquel cas il doit soumettre l'affaire au tribunal, qui seul a le droit de juger. Le juge d'instruction est un enquêteur, ce n'est pas, dit-on, un *juge* au sens propre du mot.

La loi du 19 avril 1898 lui a donné cependant une mission nouvelle, en lui permettant de statuer provisoirement sur la garde de l'enfant. C'est une heu-

1. *Recueil*, GILLET, n° 3585.

2. *Bulletin officiel du ministère de la justice*, 1876, p. 46.

reuse dérogation à ce qu'avait de trop étroit la mission si élevée du juge d'instruction bien comprise.

Si le système des ordonnances de non-lieu donne théoriquement prise à la critique, il faut néanmoins reconnaître ses nombreux avantages pratiques. Le magistrat instructeur, qui a tout loisir pour étudier l'enfant et qui peut disposer de tous les moyens d'enquête possibles, pourra s'entourer de tous les renseignements nécessaires sur l'enfant, relativement à ses habitudes, sa famille, ses fréquentations, son milieu social et sera qualifié plus que n'importe quel tribunal, pour décider s'il y a eu discernement et pour suspendre ou continuer les poursuites selon les cas.

Par son ordonnance de non-lieu, il pourra éviter à l'enfant l'odieuse comparution à l'audience qui, comme le disait le bâtonnier Cresson, « est un scandale qui souille l'enfant par une sorte d'exposition publique ». La comparution à l'audience laisse en effet dans l'esprit de l'enfant une trace profonde qui disparaîtra difficilement et le résultat qu'on en obtient est souvent diamétralement opposé à celui que l'on attendait. La publicité des débats, loin d'intimider l'enfant, offre au contraire aux jeunes criminels, comme on l'a dit très justement, des tréteaux sur lesquels ils montent volontiers et les initie à une procédure dont ils contractent facilement l'habitude. Et encore, tel enfant admonesté par le président sera profondément affecté et versera des larmes et tel au-

tre s'amusera au spectacle de la justice dont il n'appréciera pas le caractère sérieux, surtout si sa comparution se termine par une remise aux parents.

Aux inconvénients de cette comparution à l'audience, il faut ajouter ceux plus graves, que présentent dans tous les cas les décisions du tribunal. Sera-t-il décidé que l'enfant a agi sans discernement, il sera acquitté et remis à sa famille, à une société de patronage ou à une maison de correction ; mais cet acquittement prononcé sera mentionné, ainsi que la nature du délit commis, au *Bulletin* n° 1 du casier judiciaire, qui accompagnera l'enfant pendant toute sa vie, et, si plus tard, il vient à commettre un nouveau délit, la mention à son casier judiciaire de la faute dont il s'est jadis rendu coupable viendra apporter au tribunal un élément de moralité qui pourra indisposer ses juges contre lui.

La situation a-t-elle été modifiée par les lois nouvelles relatives au casier judiciaire ? Dans aucun cas aujourd'hui la mention d'un acquittement sans discernement ne figurera sur aucun bulletin délivré aux particuliers ou au recrutement. Il y a là une atténuation aux rigueurs de l'ancien droit pénal, mais il faut remarquer cependant que l'inconvénient signalé ci-dessus subsiste dans son entier, lors d'une nouvelle comparution en justice.

Est-il décidé au contraire que l'enfant a agi avec discernement et qu'il est responsable de ses actes,

quelle sera alors la solution prise par le tribunal ? Il faut considérer ici l'âge de l'enfant ; le traitement auquel il sera soumis variant, comme nous allons le voir, avec cet âge. A-t-il moins de 16 ans, le tribunal, tout en le déclarant coupable, lui fera application des dispositions des articles 67 et suivants du Code pénal. Il bénéficiera alors d'un tarif réduit de condamnations : ces dernières ne seront, dans aucun cas, égales à celles des majeurs ; c'est ainsi qu'en matière criminelle, par exemple, pour le mineur, la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité sera remplacée par un emprisonnement de dix à vingt ans dans une maison de correction (art. 67) ; s'il n'a commis qu'un simple délit la peine qui sera prononcée contre lui (art. 69), ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans (1).

A-t-il au contraire plus de 16 ans et moins de 18, il ne bénéficiera plus alors d'aucune réduction de peines et il sera condamné, tout comme s'il était majeur de 18 ans. La loi de 1906, en reculant jusqu'à 18 ans l'âge de la majorité pénale, s'est en effet bornée simplement à permettre aux tribunaux d'acquitter, comme ayant agi sans discernement, l'enfant de

1. Voir pour le détail de ces atténuations de peines les articles 67 et suivants du Code pénal.

16 à 18 ans. Mais au cas où il est établi que ce enfant a agi en toute connaissance de cause, l'ancien système pénal fixé par le Code s'appliquera et il subira les mêmes châtiments que le majeur.

Une anomalie flagrante subsiste encore, d'après notre Code pénal, dans le traitement auquel sera soumis l'enfant condamné comme ayant agi avec discernement. Il subira en effet un véritable régime de faveur et sera mieux traité que l'enfant acquitté comme ayant agi sans discernement. Tandis que ce dernier, bien qu'acquitté, sera la plupart du temps, comme nous l'avons vu, conduit dans une colonie pénitentiaire, pour y être interné pendant plusieurs années — souvent même jusqu'à sa majorité — l'autre, bien que reconnu coupable et déclaré responsable, sera condamné à quelque peine légère d'emprisonnement ou d'amende. C'est par un court internement qu'on châtiara le condamné, c'est par une correction prolongée au contraire que l'on reformera l'acquitté. Cette manière de procéder laisse fort à désirer ; il est regrettable que notre Code pénal n'ait pas décidé que le mineur de moins de 16 ans, condamné comme ayant agi avec discernement, soit une fois sa peine expiée et son emprisonnement pénal terminé, envoyé dans une colonie pénitentiaire, comme le mineur acquitté, pour y être élevé et détenu jusqu'à l'âge de 21 ans. Ce serait, nous semble-t-il, le seul moyen de mettre fin au régime de faveur dont

paraît jouir actuellement le mineur reconnu coupable. Cet envoi en correction jusqu'à l'âge de 21 ans serait d'autant plus aisé, que la garde en maison de correction jusqu'à 21 ans est toujours facultative pour ceux qui reçoivent l'enfant. Semble-t-il s'améliorer? Il sera toujours possible de faire cesser le régime de la colonie pénitentiaire et de le placer au dehors chez des particuliers, quitte à le reprendre et à le rappeler à la colonie en cas de mauvaise conduite.

Cette sorte de mise en liberté provisoire est très répandue aujourd'hui dans la pratique. Toutes les colonies pénitentiaires l'utilisent et cela leur est d'autant plus facile, que cette liberté peut être donnée par le directeur lui-même, sans aucune intervention de la justice. Ce même droit appartient également aux sociétés privées et même aux particuliers auxquels les tribunaux ont confié la garde d'enfants. Ainsi se manifeste dans la pratique un nouveau courant d'idées grâce auxquelles l'enfant est en quelque sorte protégé contre les rigueurs de la loi.

Déjà, dans la loi de 1850 qui n'était, comme nous le verrons, qu'une application du Code pénal de 1810, nous voyons se développer l'idée d'éducation de l'enfance; après une longue période où la législation reste stationnaire, la loi du 24 juillet 1889 dans son article 17 vint compliquer cette idée d'éducation de l'enfance d'une idée de protection.

Par suite du nombre sans cesse croissant de pa-

rents indignes, l'attention du législateur et celle de l'Assistance publique furent attirées sur le sort des enfants et peu à peu, l'État prit des pouvoirs plus étendus sur l'éducation des mineurs, au détriment de la puissance paternelle.

La loi du 24 juillet 1889 prescrit, qu'en cas d'impuissance des parents à élever leurs enfants, l'Assistance publique interviendra et que le tribunal pourra, dans l'intérêt de l'enfant, conférer à celle-ci les droits de la puissance paternelle, tout en remettant l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier auquel l'enfant aurait été confié (art. 17).

Par cette disposition législative, l'Assistance publique était en quelque sorte constituée gardienne en chef de la moralité des enfants.

Cette loi de 1889 était loin d'être parfaite ; elle était d'abord d'une application trop difficile et trop rare ; les tribunaux hésitèrent toujours à prononcer la déchéance paternelle contre des parents qui n'avaient eu pour défaut que d'avoir été trop faibles vis-à-vis de leurs enfants. Ajoutons à cela que la déchéance paternelle prononcée contre les parents était totale, c'est-à-dire qu'elle s'appliquait à tous les enfants. Le père d'une nombreuse famille dont un des enfants avait mal tourné, pouvait se voir par la faute même de cet enfant déchu de la puissance paternelle à l'égard de tous les autres. C'était là une mesure absolument injuste, que la loi de 1898 vint

corriger en permettant aux tribunaux de confier à d'autres la garde de l'enfant vicieux *seul*, tout en laissant aux parents les droits de puissance paternelle sur tous leurs autres enfants ; on évitait ainsi toute espèce de déchéance morale contre les parents.

En l'année 1898, se produisit un mouvement législatif singulier : l'attention du législateur fut attirée sur la situation malheureuse faite à certains enfants victimes des mauvais traitements que leur faisaient subir des parents indignes.

Avant 1898, une loi du 13 mai 1863, avait bien érigé en délit spécial les violences commises contre les ascendants, mais cette loi avait laissé de côté les sévices commis par les parents sur la personne de leurs enfants. C'est pour compléter cette lacune de la législation, qui restait impuissante à protéger l'enfant, que fut mise à l'étude et proposée la loi du 19 avril 1898 sur la « répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants ». A vrai dire, les dispositions de cette loi de protection de l'enfance sont plus larges que son titre.

Lors de la discussion de la loi, M. Odilon Barrot, à la Chambre, puis M. Béranger au Sénat, proposèrent un amendement, qui, bien que futile en la forme, devait au fond faire de cette loi d'application future en somme assez rare, un monument législatif qui allait faire avancer la question des enfants coupables d'un pas gigantesque.

Deux mots simplement furent ajoutés à l'article 4, qui donnait au juge d'instruction le pouvoir en cas de délit commis sur un enfant de remettre ce dernier à un parent, à une personne charitable ou à l'Assistance publique.

Cette disposition ne s'appliquait tout d'abord qu'aux enfants *victimes* de crimes ou de délits ; on voulait assurer leur garde et leur éducation pendant la détention de leurs parents ; on voulait aussi soustraire l'enfant pris en grippe et maltraité par sa famille à l'autorité de cette dernière. Par l'adjonction de deux simples mots (1), on étendit ces dispositions à l'enfant *coupable* de délits.

Ce rapprochement bizarre à première vue de l'enfant victime et de l'enfant coupable s'explique facilement, si l'on raisonne quelque peu. La criminalité de l'enfance provient en effet, moins de la perversité naturelle de l'individu, que des défauts d'éducation, des mauvais exemples qu'il a pu recevoir, ou de l'abandon dans lequel il s'est trouvé. L'enfant abandonné à lui-même ou victime de mauvais traitements est souvent bien près de devenir lui aussi un enfant coupable. Pour l'un comme pour l'autre, ce n'est pas une

1. Le texte proposé ne parlait que des crimes et délits commis sur des enfants ; le texte adopté vise les crimes et délits commis sur ou par des enfants.

mesure de répression qui s'impose, mais bien plutôt une mesure de préservation et de protection.

Aujourd'hui, cette loi de 1898, par la simple modification apportée, sur la proposition de M. Béranger, a perdu son caractère primitif ; elle avait été faite tout d'abord pour protéger les enfants victimes de délits. En réalité, l'adjonction de deux simples mots en a tellement modifié l'esprit, qu'à l'heure actuelle, c'est surtout en matière d'enfants coupables que cette loi reçoit une application courante, et elle n'est connue qu'à cause de cela.

Dans son article 4, la loi du 19 avril 1898 s'exprime ainsi : « Dans tous les cas de délits ou de crimes commis *par* des enfants ou *sur* des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'Assistance publique. » Et l'article 5 ajoute : « Dans les mêmes cas, les cours et tribunaux pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant. » Ces articles 4 et 5 de la loi de 1898 ont donné satisfaction à ceux qui, s'intéressant à la protection de l'enfance, demandaient depuis de longues années à ce que les tribunaux aient le pouvoir d'enlever aux parents leur droit de garde, sans toutefois en pro-

voquer la déchéance. Les lois de 1874 et de 1889 en effet, prévoyaient les cas où les parents pourraient être déchus de la puissance paternelle, mais, cette mesure d'extrême rigueur autorisée par la loi, répugnait, nous l'avons dit, en raison même de sa gravité, aux tribunaux, qui hésitaient souvent à en faire application. Il importait néanmoins de permettre au juge d'arracher les enfants au milieu malsain dans lequel ils vivaient et d'en donner la garde à qui bon lui semblerait.

Depuis cette époque, la loi du 12 avril 1906 reportant de 16 à 18 ans l'âge de la majorité pénale, a-t-elle modifié, pour cette même période, les règles anciennes relatives à la puissance paternelle et au droit de garde? Il ne saurait y avoir doute, à notre avis, sur l'application de l'article 17 de la loi de 1889. Rien ni dans les travaux préparatoires de la loi de 1906, ni dans son texte, ne permet de supposer que le législateur ait voulu modifier en quoi que ce soit les règles sur la déchéance de la puissance paternelle; mais, nous émettons un avis contraire, en ce qui concerne le droit de garde de la loi de 1898; l'article 3 de la loi de 1906, en décidant que l'enfant ne pourra, dans cette nouvelle période de 16 à 18 ans, être confié à la garde de l'Assistance publique, fournit, par argument à *contrario*, la preuve qu'il peut être confié à la garde des personnes indiquées à l'article 4 de la loi de 1898. En adoptant cette interprétation, nous ne faisons que suivre les prin-

cipes généraux d'interprétation du droit pénal, à savoir, que toutes les solutions proposées pour déterminer la portée d'un texte pénal doivent toujours être entendues dans le sens favorable à l'inculpé. Or, n'est-ce pas être éminemment utile à l'enfant, chez lequel le tribunal n'a pas reconnu un discernement suffisant pour le condamner, que de permettre au juge de prescrire les mesures nécessaires pour l'amendement de cet enfant.

Cette loi de 1898, outre, qu'elle permettait ainsi au juge d'enlever l'enfant des mains de ses parents, avait pour autre avantage d'étendre ses pouvoirs. Sous l'empire de la législation antérieure, lorsqu'un enfant était arrêté pour un crime ou délit quelconque, il était, selon les cas, pendant la durée de l'instruction, rendu à ses parents ou détenu préventivement dans un quartier spécial de la maison d'arrêt; ces mesures présentaient de nombreuses lacunes et de graves inconvénients. Dans le premier cas, en effet, l'enfant risquait fort, la plupart du temps, de ne trouver à son retour dans la famille que de mauvais exemples, et souvent même un abandon ou une indifférence coupables; dans le second, il subissait dans le quartier spécial de la maison d'arrêt — tout au moins dans la plupart des endroits où il n'y avait pas de maisons cellulaires — la promiscuité dangereuse d'enfants mauvais pouvant être plus corrompus que lui. Le juge d'Instruction peut désormais, de

sa propre autorité, confier l'enfant provisoirement, pendant la durée de l'instruction et après avis du Ministère public, à qui bon lui semble : selon les cas, à un parent, à une personne, une institution charitable ou enfin à l'Assistance publique.

Ces mesures, prises à titre provisoire par le juge d'Instruction, pourront, dit la loi, être rendues définitives par les cours et tribunaux.

Les pouvoirs du juge s'en trouvent singulièrement élargis et ce court article 5 de la loi modifie profondément l'article 66 du Code pénal.

Il y a lieu, du reste, de remarquer que les tribunaux pourront, eux aussi, statuer définitivement sur le droit de garde de l'enfant, alors qu'aucune mesure provisoire de ce genre n'aurait été prise par le juge d'instruction.

Les tribunaux ne se trouveront plus désormais, comme par le passé, dans l'alternative de rendre le mineur à sa famille ou de l'envoyer dans une colonie pénitentiaire, ils pourront, selon les cas, le confier à telle personne ou institution charitable qui voudra bien s'en charger ou « enfin », dit la loi, à l'administration de l'Assistance publique. Ici apparaît l'hésitation qu'éprouve le législateur à confier l'enfant à une institution de l'État. C'est en dernier lieu, et lorsqu'il ne sera pas possible d'agir autrement, que l'enfant sera confié à l'Assistance publique ; la loi lui préfère la famille ou les institutions charitables. En

pratique, du reste, bon nombre de tribunaux semblent aussi partager l'hésitation du législateur, ce n'est que fort rarement, et dans des cas exceptionnels, qu'ils confient l'enfant à l'Assistance publique. C'est qu'en effet, telle qu'elle existe à l'heure actuelle, du moins en province, l'Assistance publique ne nous paraît pas suffisamment armée pour élever et corriger l'enfance coupable.

Cela vient de ce que la loi de 1898, en confiant les enfants à l'Assistance publique, ne les lui avait donné tout d'abord qu'au titre de moralement abandonnés, il ne s'agissait, d'après la loi, que des enfants sur lesquels des violences avaient été commises et qui avaient été victimes de mauvais traitements de la part de leurs parents, fait assez rare heureusement. L'Assistance publique admit volontiers ces enfants qui n'étaient que des victimes et pour lesquels il n'y avait à prendre aucune mesure d'éducation répressive : pour ceux-là, le placement familial était tout indiqué. Cependant, lorsque l'amendement de M. Bérenger vint, comme nous l'avons vu, modifier la portée de la loi en l'appliquant également aux enfants coupables, l'Assistance publique se trouva absolument désarmée et dès les débuts elle se refusa énergiquement à recevoir et à élever cette catégorie d'enfants. Elle n'avait du reste pas été créée pour cela, elle n'avait pas davantage été pressentie. Aussi, lorsque fut votée la loi de 1906, l'influence de

l'Assistance publique y fit-elle insérer, que la garde des enfants de 16 à 18 ans ne pourrait en aucun cas lui être confiée, alors que la loi de 1904 avait cependant prévu pour elle la création d'écoles professionnelles agricoles et industrielles.

Cette loi du 28 juin 1904, que nous étudierons plus loin, permet précisément, ainsi que nous le verrons, de placer les enfants difficiles ou vicieux de l'Assistance publique dans des établissements d'un type nouveau : les écoles professionnelles qu'on appelle aussi écoles de réforme. Pour les incorrigibles seulement, subsistera l'envoi en correction. Malheureusement, disons-le dès maintenant, cette loi de 1904 est une loi purement théorique : les écoles professionnelles qu'elle prévoit ne sont encore qu'à l'état de projet ; de plus, elle est spéciale à l'Assistance publique qui seule aura la possibilité de placer ainsi ses pupilles.

Nous adresserons à la loi de 1898 une dernière critique : n'est-il pas à craindre en effet, que les institutions particulières auxquelles les tribunaux auront confié des enfants, ne se voient bientôt débordées et dans l'obligation d'en refuser la garde. Les charges qui leur seront imposées ne deviendront-elles pas tellement considérables que les ressources ne tarderont pas à faire bientôt défaut ? Pourront-elles s'adresser aux particuliers pour leur demander l'argent dont elles auront besoin ? Auront-elles les ressources nécessaires pour être à la hauteur de leur tâche ? « Pre-

nons, par exemple, dit M. Rollet, la Ligue fraternelle des enfants de France, il n'est pas d'œuvre de bienfaisance qui se soit développée aussi rapidement ; elle compte des adhérents dans toutes les villes de France et vient d'être reconnue d'utilité publique. Nous nous demandons cependant, comment elle pourra suffire, même avec le concours de toutes les œuvres de protection de l'enfance qu'elle a su grouper autour d'elle, pour sauver tous les enfants qui lui seront journellement offerts par tous les tribunaux de France.

Recevront-elles de la charité privée les millions dont disposaient jusqu'ici l'administration pénitentiaire et l'Assistance publique ? Telle est la question qui se pose. »

En ce qui concerne cette Ligue fraternelle des enfants de France, la crainte exprimée par M. Rollet nous semble un peu exagérée ; cette ligue s'occupe bien en effet des enfants traduits en justice, mais elle s'occupe surtout *de tous* les enfants, à *tous* les points de vue et, malgré l'utilité incontestable de cette société, il est bien évident qu'elle ne peut remplacer des œuvres s'occupant exclusivement de l'enfance coupable ou vicieuse, comme celles de M. Bonjean ou de M. Rollet lui-même. Là seulement, grâce au dévouement infatigable de leurs éminents fondateurs, qui n'hésitent à sacrifier à leur œuvre, ni leur temps, ni leur peine, l'enfance traduite en justice trouve une protection et une régénération assurées.

Les articles 4 et 5 de la loi de 1898, constituent néanmoins un grand progrès, puisqu'elles donnent maintenant au juge le choix des moyens qui lui paraîtront les meilleurs pour corriger l'enfant coupable, et qu'ils ne le mettent plus dans l'obligation, comme le faisait l'article 66, de le rendre à sa famille ou de l'envoyer en correction.

Est-ce à dire que désormais, les envois en correction se feront de plus en plus rares et que les institutions charitables s'empresseront de prendre sans une certaine hésitation la garde des enfants que les tribunaux leur confieront? Non assurément, et là nous apparaît une grave lacune que la loi laisse encore subsister : c'est qu'en effet, en investissant les sociétés de patronage et les institutions charitables du droit de garde, la loi leur impose une lourde obligation, tout en les laissant en même temps presque désarmées. Si un tribunal leur confie un sujet vicieux et indiscipliné dont on ne peut rien obtenir, ces institutions seront obligées de le conserver malgré tout, et n'auront point la faculté de demander au tribunal que le sujet soit envoyé par mesure disciplinaire dans une maison de correction. Elles ne pourront y arriver que par un moyen indirect et profiteront du premier délit caractérisé commis par l'enfant, pour demander au tribunal son envoi en correction, que ce dernier n'hésitera généralement pas à prononcer. Ainsi que nous le verrons en étudiant la loi du

28 juin 1904, seule, l'Assistance publique peut demander aux tribunaux l'envoi en correction des enfants indisciplinés qui lui ont été confiés. Il serait à souhaiter que le législateur étende cette mesure aux institutions privées, en leur conférant le même droit. On a proposé que les sociétés de patronage ne prennent l'enfant qu'au cas d'envoi en correction prononcé préalablement par le tribunal, se conformant ainsi à l'article 9 de la loi de 1850 (1). Elles trouveraient, dit-on, de cette façon, une garantie qui leur permettrait le cas échéant de se défaire sans difficultés des sujets vicieux qui leur sont confiés.

Les membres du patronage qui vont visiter les jeunes détenus profiteront des premiers symptômes de repentir, pour se faire confier l'enfant sur lequel ils auront désormais un moyen d'action : la menace de faire cesser immédiatement et sans autre forme de procès, s'il se conduit mal, cette sorte de libération conditionnelle qui lui a été accordée (2).

Mais cette proposition, qui peut être théoriquement bonne, est pratiquement inabordable, car elle

1. L'article 9 de la loi permet en effet de placer provisoirement et à titre d'épreuve hors des colonies pénitenciaires, les enfants envoyés en correction.

2. Pierre MERCIER. *Étude sur les enfants traduits en justice.*

susciterait des difficultés incessantes avec l'administration pénitentiaire, et seules les sociétés de patronage adjointes à des maisons de correction pourront utiliser cette manière de faire.

CHAPITRE II

LES LOIS D'APPLICATION

Le Code pénal dans les articles 66 et suivants que nous venons d'étudier, s'était borné à organiser tout un système de répression spécial aux mineurs de 16 ans.

Il avait prévu pour eux une détention, qui, pour les uns (ceux de l'art. 67), avait un caractère répressif, tandis que pour les autres (ceux de l'art. 66), elle n'était qu'une simple mesure d'éducation et de correction prise tout à la fois dans l'intérêt de la société et du mineur lui-même.

Le législateur ayant voulu nettement séparer les mineurs des majeurs, tant au point de vue de la responsabilité pénale que du régime pénitentiaire, parle pour le mineur, dans l'article 66, non plus de prisons, mais d'établissements spéciaux qu'il qualifie de maisons de correction. Jusqu'en 1810, cependant,

il n'exista pas de prisons spéciales aux mineurs et les enfants condamnés étaient confondus, dans les prisons départementales, avec les adultes prévenus, accusés ou même condamnés à moins d'un an d'emprisonnement. Cette promiscuité dangereuse, mauvaise à tous les points de vue, n'avait eu pour unique cause que l'insuffisance de nos prisons. On s'était rendu compte, depuis longtemps, des dangers qu'il y avait à mêler ainsi les condamnés sans distinction d'âge et l'on avait cherché dans une certaine mesure à y remédier.

En 1790, l'Assemblée nationale avait nommé un comité dit « de mendicité » qui avait dans ses attributions la surveillance des prisons. Cette commission fut frappée un jour, après une visite à Bicêtre, de la situation déplorable qui était faite aux jeunes détenus. Vivant au milieu des détenus adultes, la prison devenait pour eux une véritable école du vice. Elle ordonna aussitôt leur sortie immédiate et on les envoya à la prison de Sainte-Pélagie, où un quartier spécial, surnommé le quartier « des Mômes », leur fut réservé (1). Cette mesure, excellente en soi, n'était pas encore parfaite, car l'isolement des jeunes détenus n'était point encore complet ; on les utilisait en effet aux travaux de l'intérieur de la prison et ils y circulaient librement.

1. GUILLOT, *Les prisons de Paris*.

Ce n'est qu'en 1814, que le roi Louis XVIII, dans son ordonnance du 8 août, s'occupa le premier, sérieusement, de l'amendement des jeunes détenus : considérant « que les jeunes condamnés, plus susceptibles que les autres de reconnaître leur erreur et de mériter de rentrer dans la société, non seulement sans danger, mais en étant dignes d'y reprendre un rang, devaient être l'objet de sa sollicitude », il ordonna la création d'une *maison de travail*, qui fut en somme la première maison de correction. Cette maison de travail pouvait recevoir une centaine de jeune gens.

Cependant, le 7 octobre 1814, la première ordonnance royale était annulée et une nouvelle ordonnance prescrivait la création d'une prison pour les mineurs de 20 ans. Mais les Cent Jours arrivèrent et les événements politiques firent que jamais cette prison ne fut ouverte.

Tandis que l'État se montrait assez indifférent et semblait se désintéresser de la question, les institutions privées, grâce à de généreux philanthropes se développaient rapidement. En 1815, La Rochefoucault-Liancourt, puis deux ans plus tard l'abbé Arnoult créent à Paris, dans la rue des Grès, une maison de réforme pour les jeunes détenus. Cette maison subsista jusqu'en 1831. En 1836, le département de la Seine crée la petite Roquette. Tous les mineurs

condamnés y sont enfermés et y subissent le régime cellulaire de jour et de nuit.

Dès l'année 1832, une circulaire du Ministre de l'Intérieur, comte d'Argout, donnait un nouvel essor à la charité privée : un établissement réservé aux enfants « en danger moral » était créé à Oullins (1) et quelques années plus tard en 1839 MM. Demetz et de Courteilles créaient, sur le modèle de la maison d'Oullins, la superbe colonie agricole de Mettray. Améliorer la terre par l'enfant et l'enfant par la terre, tel est le nouveau principe d'éducation sur lequel on s'appuie pour fonder tous ces établissements.

De nouvelles colonies agricoles privées s'élèvent bientôt de tous côtés. En 1842, le vice-amiral Verhuelle et la société des intérêts généraux du protestantisme français créent la colonie protestante de Sainte-Foy (2) (Dordogne). En 1843 apparaît Saint-Ilan (3). En 1846, c'est la colonie du Val d'Yèvre (4) (Cher) créée par M. Ch. Lucas.

1. Créée par M. l'abbé Rey. Travaux horticoles exécutés sur 12 hectares par 80 jeunes détenus.

2. Colonie de Sainte-Foy. Travaux agricoles et horticoles exécutés sur 90 hectares par une centaine de jeunes détenus (garçons et filles).

3. Colonie de Saint-Ilan (supprimée en 1898). Travaux agricoles sur 70 hectares par 80 jeunes détenus.

4. Colonie du Val d'Yèvre. Travaux agricoles et horticoles exécutés par 300 jeunes détenus sur 400 hectares.

Devant ces progrès constants faits par les sociétés privées, l'État s'émute et pensa qu'il serait peut-être temps d'organiser enfin ces maisons de correction dont parlait le Code et qui n'existaient jusqu'alors que théoriquement. Dès 1835, M. Thiers qui était alors ministre de l'Intérieur, prescrivait une enquête sur les réformes à introduire dans notre législation, pour transformer l'éducation correctionnelle des jeunes détenus. Une proposition de loi fut faite, puis mise de côté, elle fut reprise en 1849 et devait aboutir à la loi du 5 août 1850 sur « l'éducation et le patronage des jeunes détenus ».

La pensée qui se dégage de cette loi fondamentale est celle-ci (1) : « Venir en aide à de pauvres enfants délaissés et entraînés dans de premiers écarts, les préparer à rentrer dans la vie, débarrassés des mauvaises impressions et des vices qui ont failli les perdre, rendre à la société d'honnêtes et paisibles ouvriers de l'agriculture, au lieu de jeter dans les carrefours de nos grandes villes de jeunes êtres pervertis et prêts à toute espèce de guerre contre les lois et la société. »

Cette loi de 1850 contient trois sortes de dispositions : elle sépare d'abord complètement les mineurs détenus, condamnés ou acquittés en vertu de l'arti-

1. JOINVILLE. Éducation correctionnelle des jeunes détenus (Rapport de M. Cornu).

de 66 d'avec les autres condamnés, en les plaçant, soit dans des quartiers distincts des maisons d'arrêt et de justice (art. 2), soit dans des colonies pénitentiaires (art. 3) ou correctionnelles (art. 10). Elle détermine ensuite la nature de l'éducation qu'y recevront les jeunes détenus ; cette éducation aura un triple caractère : moral, religieux et professionnel (art. 1^{er}). Enfin, par une dernière disposition (art. 19), elle place sous le patronage de l'Assistance publique, pendant trois années au moins, les jeunes détenus libérés.

Tandis que le Code pénal ne parlait que de maisons de correction, où il envoyait indifféremment le mineur acquitté de l'article 66 et le mineur condamné de l'article 67, la loi de 1850 distingue au contraire parmi les maisons de correction les « colonies pénitentiaires » des « colonies correctionnelles ».

Les colonies pénitentiaires sont, dit la loi, des établissements publics, créés par l'État, ou privés, créés par des particuliers avec l'assentiment du gouvernement. On y envoie les mineurs acquittés, comme ayant agi sans discernement, qui n'ont pu, pour une raison quelconque, être remis à leur famille. On y enverra également, et cette mesure peut paraître néfaste au premier abord, les mineurs condamnés à un emprisonnement de plus de six mois, et de moins de deux ans. On peut s'étonner de ce que le législateur n'ait pas hésité à mettre sur le même pied et à

soumettre au même régime, l'enfant acquitté par un tribunal faute de discernement et l'enfant condamné. L'un, dit-on, doit être élevé et réformé, l'autre doit en outre être puni ; dès lors, il n'est pas juste qu'ils soient ainsi confondus. Cependant, en examinant de plus près la question, on s'aperçoit aisément, nous l'avons vu du reste en étudiant la question du discernement, qu'il n'existe pas une différence énorme entre l'enfant qu'un tribunal acquitte et celui qu'il condamne.

C'est par la discipline sévère de la colonie pénitentiaire que l'on pourra les ramener au bien l'un comme l'autre. La loi de 1850 établissait cependant dans son article 4 une légère différence entre ces deux catégories de jeunes détenus. Tandis que les premiers (les acquittés), étaient employés dès leur arrivée à la colonie à des travaux agricoles, les seconds (les condamnés), devaient pendant les trois premiers mois de leur détention être enfermés dans un quartier distinct et appliqués à des travaux sédentaires. Le législateur voulait que cette période de trois mois fût, en quelque sorte, une période de répression, durant laquelle le jeune détenu condamné, séparé des autres pupilles de la colonie, fût l'objet d'un examen attentif, tant au point de vue moral qu'au point de vue physique.

Cette mesure permettait aux agents moralisateurs de la colonie : l'aumônier, l'instituteur, les membres

du patronage et aussi le médecin lui-même, d'étudier l'enfant tout à loisir, d'observer ses tares physiques et morales, de consulter ses aptitudes et ses goûts et d'arrêter pour cet enfant le genre de profession qui lui convenait le mieux. Cette incarcération avait en outre le second avantage d'être pour le jeune condamné une véritable peine, légère à vrai dire, mais qui n'en avait pas moins un caractère répressif. Cette sage prescription qui permettait si bien aux éducateurs de la colonie de connaître le nouvel arrivant, d'apprécier en connaissance de cause son intelligence, son cœur, son degré plus ou moins grand de perversité, sa moralité en un mot, est restée lettre morte dans la pratique.

A côté de ces colonies pénitenciaires privées ou publiques, la loi de 1850 (art. 10) prévoyait la création de maisons au régime très sévère où l'on enverrait : 1° les condamnés à un emprisonnement de plus de deux ans ; 2° les jeunes détenus des colonies pénitenciaires déclarés insubordonnés.

Cet article 10 de la loi resta pendant longtemps complètement inappliqué ; on se contentait en effet, d'envoyer les condamnés à plus de deux ans comme les insubordonnés des colonies pénitenciaires, dans des « quartiers correctionnels » annexés à certaines prisons. Ces quartiers étaient au nombre de cinq : Nantes, Rouen, Lyon, Dijon et Besançon.

En 1895, la maison centrale d'Eysses ayant été sup-

primée, on songea à en utiliser les locaux devenus libres et à en faire une colonie correctionnelle qui remplacerait les quartiers correctionnels existants.

L'article 4 de la loi ordonne que les jeunes détenus des colonies correctionnelles soient, pendant les six premiers mois, soumis à l'emprisonnement et appliqués à des travaux sédentaires. Cet article est, lui aussi, resté lettre morte; cela est d'autant plus regrettable que l'isolement complet, avec le régime cellulaire, est le seul qui convienne à ces indisciplinés qui doivent subir à leur arrivée à la colonie correctionnelle, un régime beaucoup plus dur et plus rigoureux que celui de la colonie pénitentiaire. Nous dirons, en examinant le fonctionnement des établissements actuels, quelques mots de la colonie correctionnelle d'Eysses, dont l'étude détaillée ne rentre pas à vrai dire dans le cadre de notre sujet.

A côté de ces colonies pénitentiaires et correctionnelles spécialement réservées aux garçons, la loi de 1850 instituait pour les jeunes filles des établissements similaires.

Les « maisons pénitentiaires » reçoivent indifféremment sans distinction d'âge : 1° les mineures détenues par voie de correction paternelle ; 2° les jeunes filles condamnées à l'emprisonnement quelle qu'en soit la durée ; 3° et enfin les jeunes filles acquittées de l'article 66 et non remises à leur famille.

Les jeunes filles, dit la loi, y sont élevées sous une

discipline sévère et employées à des travaux de leur sexe. Les travaux de couture, de confection, de lingerie, de repassage sont les principaux auxquels se livrent les jeunes détenues. Cependant, dans bon nombre d'établissements réservés aux jeunes filles, on a essayé d'appliquer également, comme pour les garçons, le fameux principe de l'amendement de l'enfant par la terre, c'est ainsi que dans les établissements privés d'Amiens, de Bourges, de Sens et de Rouen (qui du reste ont été supprimés aujourd'hui), les jeunes détenues étaient occupées, comme les enfants des colonies pénitentiaires, à des travaux horticoles ou agricoles.

Il convient de remarquer que les maisons pénitentiaires de l'État prévues par la loi sont en très petit nombre, car ici, plus encore que pour les jeunes garçons, de nombreux établissements charitables ont été créés dès 1850 par l'initiative privée. La congrégation des religieuses du « Bon Pasteur », entre autres, institua en France de nombreuses maisons d'éducation pour les jeunes filles, qui fonctionnèrent pendant de longues années et rendirent les plus grands services. Des scandales récents, divulgués par la presse et exagérés peut-être un peu par un sentiment d'animosité croissante contre les maisons d'éducation religieuse, ont amené durant ces dernières années la fermeture d'un grand nombre de ces établissements.

D'une façon générale, nous laisserons de côté, au cours de cette étude, les maisons d'éducation réservées aux jeunes filles et nous ne nous occuperons uniquement que des garçons. Pour ces derniers, en effet, les questions d'amendement et d'éducation paraissent surtout intéressantes tant par leur complexité que par la multiplicité des moyens d'amendement mis en œuvre depuis quelques années dans les différents types de colonies ou d'écoles qui leur sont réservés.

Telles sont dans leurs grandes lignes les dispositions de la loi du 5 août 1850. Étant la première en date, elle servait pour ainsi dire de soubassement à toute l'œuvre législative concernant la jeunesse coupable ou vicieuse. L'instrument de correction, la colonie pénitentiaire, était créé, il ne suffisait plus dès lors que de compléter, d'améliorer cette œuvre de préservation et de régénération sociale.

La loi de 1850 offrait, selon nous, un grand avantage, c'est qu'elle établissait nettement, entre les enfants, le principe de la séparation, distinguant seulement entre « les mauvais », qu'elle envoyait en colonie pénitentiaire et les « très mauvais », auxquels elle réservait la colonie correctionnelle. C'est à une séparation du même genre, mais basée sur des moralités différentes, et par conséquent plus sérieuse, qu'aboutit la loi du 28 juin 1904 dont nous allons aborder l'étude.

Cette loi du 28 juin 1904 relative à l'éducation des pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique n'est, en somme, qu'un complément de la loi d'ensemble du 27 juin de la même année sur les services de l'Assistance publique. Depuis 1892, cette loi était restée en dépôt au Sénat et l'on attendit douze ans pour la soumettre au Parlement, car on savait d'avance qu'elle occasionnerait des dépenses énormes, devant lesquelles on reculait toujours.

Malgré ces difficultés financières, la loi fut enfin votée : elle répondait du reste à un besoin pressant.

La loi organique sur le service des enfants assistés avait déjà proposé, comme moyen d'éducation pour les enfants réellement vicieux, le régime de l'emprisonnement correctionnel par voie de correction paternelle. Mais c'était là un régime absolument insuffisant car l'Assistance publique, comme le père de famille, ne pouvait demander l'internement de l'enfant vicieux que pour une durée de six mois au maximum, ainsi que le prescrivent les articles 378 et 379 du Code civil. Cette détention n'était du reste possible qu'au cas où l'enfant avait atteint l'âge de 16 ans ; au-dessous de cet âge, l'Assistance publique restait désarmée. Il fallait donc créer des établissements spéciaux, qui ne seraient ni des prisons, ni des colonies pénitenciaires, et où l'on pourrait envoyer les pupilles difficiles. C'est ce que fit la loi en créant, en

théorie pour ces derniers, des écoles professionnelles publiques ou privées.

Cette loi du 28 juin 1904, divise les pupilles de l'Assistance publique en deux catégories bien distinctes, les *indisciplinés* ou *difficiles* proprement dits et les *vicieux*. Etais réputé difficile aux termes du projet de loi de 1892, « le pupille qui, à raison de ses défauts de caractère, ne peut être confié à une famille » « Il s'agit là, dit M. Roussel (1), de cette catégorie de « pupilles qui, en raison de leur paresse et de leur « indiscipline, se font renvoyer par leurs nourriciers « et par leurs patrons, qu'on ne sait aujourd'hui « comment réformer, qu'on ne sait même où placer... « des pupilles encore à la compagnie habituelle des « quels, il serait difficile d'exposer des camarades, « parce que, sans être pervertis au fond, ils portent « comme une trop forte empreinte des milieux mauvais d'où ils ont été tirés, ces derniers peuvent « être assez facilement *réformables* sans être encore « *plaçables* dans des conditions normales. »

Dès l'année 1892 (2), on avait déjà pensé à créer pour ces enfants, des écoles interdépartementales d'observation et de préservation.

A cette première catégorie de pupilles difficiles,

1. Rapport du 8 juillet 1898, p. 150.

2. Projet de la loi de 1892.

on en oppose une seconde : les vicieux. Ce sont ceux qui donnent des sujets de mécontentement très graves, par des actes d'improbité, d'immoralité ou de cruauté ; c'est surtout pour ces derniers qu'on avait proposé le régime de la correction paternelle, qui n'avait pas tardé à paraître insuffisant.

La loi de 1904 crée, pour ces deux catégories de pupilles, deux régimes différents : pour les premiers, elle institue un régime préventif, pour les autres, un régime répressif.

En quoi consistera le régime préventif ? Dans l'envoi des pupilles difficiles dans des « écoles professionnelles ». Par ce mot nouveau, la loi prévoit des établissements départementaux, dépendant de l'Assistance publique, ou privés, dans lesquels on cherchera à amender et à réformer le caractère des enfants tout en leur enseignant un métier ; ces maisons seraient, comme on l'a dit justement, de véritables établissements d'orthopédie morale.

D'une façon générale, ces écoles de réforme ne doivent pas être créées sur un type unique ; le régime intérieur n'y sera pas réglementé comme dans les colonies pénitenciaires et l'éducation qui y sera donnée sera soit agricole, soit industrielle. L'école de réforme de l'Assistance publique pourra donc comprendre plusieurs variétés : elle sera une simple école professionnelle assez semblable aux Industrial School des Anglais, où l'on apprendra aux

pupilles un métier, qui leur permettra de gagner leur vie ; elle pourra être aussi une véritable école d'amendement pour les indisciplinés, avec un régime et une discipline plus sévères, à l'instar des Réformatory anglais. Mais de toutes façons, et c'est là l'idée dominante de la loi, l'école de réforme quelle qu'elle soit ne devra être ni une prison, ni une colonie pénitentiaire ; le régime et la discipline de ces établissements auront toujours un caractère préventif.

Le régime répressif est réservé par la loi de 1904 à la deuxième catégorie de pupilles : aux vicieux. Pour ceux-là, aucun établissement nouveau ne sera créé et l'on se bornera simplement à demander au tribunal leur envoi en correction ; encore cette mesure de rigueur ne sera-t-elle prise que dans des cas exceptionnels. Il faudra, pour pouvoir y recourir, avoir épuisé tous les moyens de traitement moral des indisciplinés et c'est seulement à la dernière extrémité, que les tribunaux devront se décider à prononcer cet envoi en correction.

Le préfet dans les départements et à Paris, le directeur de l'Assistance publique, auront du reste le droit de mettre fin à ce placement et d'opérer seuls le retrait du pupille de la colonie pénitentiaire.

En somme : le caractère principal de la loi de 1904 est d'établir entre les enfants de l'Assistance publique, une division d'après les moralités et d'instituer

pour chacune de ces catégories des régimes d'éducation différents.

De même que la loi de 1850 avait distingué implicitement entre les enfants, les « mauvais » qu'elle envoyait en colonie pénitentiaire et les « très mauvais » qu'elle envoyait en colonie correctionnelle, la loi de 1904 établit elle aussi une sous-distinction et sépare « les mauvais » en « difficiles » et en « vicieux ». Pour les premiers, ce sera l'envoi dans l'école de réforme qui s'imposera ; pour les autres, ce sera la remise à l'administration pénitentiaire et l'envoi en correction.

Quelles seront les conclusions immédiates qu'il sera facile de tirer de l'étendue de ces dispositions législatives. C'est qu'en réservant comme le fait la loi l'envoi en correction pour les enfants vicieux, les colonies pénitentiaires deviendront peu à peu le refuge des plus mauvais éléments. Les écoles de réforme projetées par la loi, recevront au contraire tous les enfants supposés facilement améliorables, et on arrivera pour ainsi dire à éliminer peu à peu de nos colonies pénitentiaires les quelques bons éléments qui pouvaient s'y trouver, au profit des écoles de réforme départementales ou privées.

Mais il faut immédiatement observer que cette crainte de voir diminuer le degré de moralité de nos colonies pénitentiaires ne saurait être à l'heure actuelle que théorique. La loi de 1904 prévoit bien

la création d'écoles de réforme, mais ces écoles ne sont encore qu'à l'état de projet : seuls quelques établissements privés comme les écoles de M. Bonjean, celle de Sacugny-Brignais et la colonie de Saint-Louis, par exemple, se chargent à l'occasion des pupilles de l'Assistance publique. On peut dire de la loi de 1904, qu'elle est plus théorique que pratique, son principe de la séparation des moralités, excellent en soi, n'a pas encore reçu une application régulière, les moyens d'exécution faisant absolument défaut. C'est l'histoire de bien des lois : il en était de même, nous l'avons vu en 1850, de même en 1814, il en sera toujours de même, tant que les lois se borneront à établir des institutions nouvelles, sans prévoir d'une façon détaillée le fonctionnement de ces institutions, tant que les lois aussi ne contiendront pas les moyens financiers d'aboutir pratiquement à leur création.

La loi de 1904 en résumé, excellente dans son principe, n'est en réalité, à l'heure actuelle, qu'un simple vœu législatif.

DEUXIÈME PARTIE

L'AMENDEMENT DES ENFANTS

CHAPITRE PREMIER

DES ÉCOLES DE RÉFORME EN GÉNÉRAL ET DU RÔLE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Nous avons étudié dans la première partie de cet ouvrage les différentes dispositions législatives concernant l'enfance difficile ou coupable. Dans un premier chapitre, nous avons tout d'abord exposé la théorie du système, en passant successivement en revue les dispositions du Code pénal et des lois de 1889, de 1898 et de 1906. Nous avons ensuite examiné dans un second chapitre, la façon dont ces principes posés par la loi avaient reçu leur application

et nous avons été ainsi amenés à étudier successivement les lois de 1850 et de 1904.

Le Code pénal, nous l'avons vu, après avoir ordonné dans les articles 66 et suivants, l'envoi des mineurs en maisons de correction, n'avait point prévu l'organisation de ces établissements.

Peu à peu, et poussé pour ainsi dire par l'exemple de l'initiative privée, l'État avait fini, à son tour, par s'inquiéter de la question. C'est dans ces conditions qu'était née la loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, qui instituait les colonies pénitenciaires et les colonies correctionnelles, développant ainsi et mettant en application les principes posés par le Code pénal.

Enfin, pour terminer cette étude législative, nous avons examiné la loi du 28 juin 1904, qui prévoit pour les pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique, la création d'écoles professionnelles agricoles et industrielles. C'est généralement sous le nom d'écoles de réforme, que l'on désigne ces dernières, parce que, comme nous l'avons vu, elles sont destinées, non pas à réprimer l'enfance coupable, mais bien à la réformer et à l'améliorer ; c'est par un régime purement préventif qu'elles arrivent à amender l'enfant : c'est pourquoi certains auteurs les ont également qualifiées d'écoles d'amendement.

C'est le titre *Des écoles de réforme* que nous avons mis en tête de cet ouvrage ; nous n'avons

point par là l'intention de limiter notre étude à l'examen des établissements de l'assistance publique, projetés par la loi du 28 juin 1904. C'est dans un sens très général que nous prenons le mot d'écoles de réforme ; nous considérons en effet que tous les établissements d'éducation créés dans l'intérêt de l'enfance difficile ou coupable ont un seul et même but : l'amendement de l'enfant. Peu importe donc le vocable sous lequel on les désigne : colonies pénitenciaires, maisons de correction, écoles professionnelles, écoles de réforme ; le but de toutes ces institutions est le même : améliorer et amender. Reste à savoir si les moyens employés seront partout les mêmes, reste à savoir aussi comment nous pourrons différencier entre eux ces différents établissements. Tels sont les points que nous allons successivement examiner.

Nous chercherons d'une façon générale à étudier les différents moyens matériels et moraux que l'on a mis en œuvre pour améliorer l'enfance et nous verrons ensuite en les étudiant « sur le vif » le fonctionnement de ces différents types d'établissement, tout en examinant la façon dont chaque moyen d'amendement y a été appliqué.

Nous nous efforcerons avant tout, de réhabiliter au cours de cette étude, ces établissements connus d'une façon générale, dans le grand public, sous le nom de maisons de correction et dont la réputation est si

mauvaise qu'on a été jusqu'à les appeler des écoles normales du vice. Quelques littérateurs, poètes ou philosophes, ont suffi pour jeter un discrédit absolument immérité sur ces institutions; la chose leur fût d'autant plus facile qu'en France on semble s'être absolument désintéressé de ces « écoles d'amendement ». Tout le monde en parle, peu de gens les connaissent. Combien d'avocats, de magistrats même, émettront sur les colonies pénitenciaires les idées les plus arrêtées et manifesteront hautement la mauvaise opinion qu'ils ont sur ces maisons, alors qu'ils n'auront jamais poussé la curiosité jusqu'à aller visiter l'une d'elles.

« A la vérité, comme le dit M. Berthélemy (1), le sentiment public formé par les journaux et les romans ne connaît pas la question, il est injuste. »

Débarrassons-nous dès à présent, d'une question de terminologie qui a fait couler beaucoup d'encre, sans faire avancer la question d'aucun pas.

Qu'appelle-t-on exactement « écoles de réforme » ? A vrai dire, cette expression, comme le dit M. Berthélemy, est on ne peut moins claire, car elle désigne à la fois plusieurs choses absolument différentes. Pour certains auteurs : les écoles de réforme seraient des établissements dépendant de l'Assistance publi-

1. La question des écoles de réforme. *B. Soc. générale des prisons*, 15 février 1891.

que, destinés à corriger les pupilles de l'Assistance difficiles ou vicieux. Pour ces auteurs, la question des écoles de réforme serait absolument nouvelle ; il ne s'agirait point ici de transformation ni d'amélioration, mais bien de création d'établissements nouveaux sur différents points de la France. L'Assistance publique établirait, comme on l'a déjà fait pour le département de la Seine, à Montesson, des maisons qui, sans être des colonies pénitentiaires proprement dites, s'en rapprocheraient un peu néanmoins par le régime qu'y recevraient les pupilles difficiles ou vicieux ; les établissements prendraient le nom d'écoles professionnelles agricoles ou industrielles, ainsi que le prévoit la loi du 28 juin 1904.

D'autres philanthropes, parmi lesquels il faut citer M. Brueyre, ont été plus loin encore ; pour eux l'école de réforme et l'école de préservation seraient deux institutions bien distinctes et qui se différencieraient non seulement par leur fonctionnement, mais aussi par leur recrutement. L'école de préservation serait un établissement privé où l'on enverrait les enfants ayant des tendances à faire le mal. L'école de réforme, au contraire, serait un établissement relevant directement de l'État et qui recevrait les enfants vraiment vicieux. On enverrait donc les enfants, selon leur degré plus ou moins grand de perversion soit à l'école de préservation, soit à l'école de réforme.

Pour tous ces auteurs, les écoles de réforme se-

raient des établissements dépendant soit de l'initiative privée, soit de l'Assistance publique, véritables maisons d'éducation qu'il ne faudrait pas confondre avec les colonies de l'Administration pénitentiaire et qui devraient être créées de toutes pièces.

Nous ne pouvons que souscrire à tout système qui réunirait dans un même milieu les enfants de moralité analogue et qui tendrait au contraire à séparer les enfants de valeurs morales sensiblement différentes. On aurait là des sortes de pavillons d'isollements moraux, mais nous ne voyons aucune raison pour que ces établissements soient créés plutôt par l'État que par les particuliers dans les différents cas.

Cependant, ce même mot d'École de réforme qui paraît correspondre d'après ces premières théories à des institutions plus ou moins déterminées semble au contraire correspondre, si on se place sur le terrain pénitentiaire, à des institutions très précises.

L'école de réforme, pour l'administration pénitentiaire est une maison d'éducation destinée aux jeunes détenus âgés de moins de 12 ans.

On n'a pas tardé en effet à s'apercevoir des inconvénients énormes qu'il y avait à mêler les enfants sans tenir compte de l'âge. Il fallait avant tout mettre de côté les tout petits, ceux chez lesquels le non-discernement paraît certain dans tous les cas. Pour ceux-là un régime tout spécial et tout différent de la maison de correction s'impose.

Une femme, mieux que tout autre, remplacera souvent ici pour le jeune enfant une mère qui ne remplissait pas les multiples devoirs que comprend son rôle naturel et social, car, comme l'a dit M. Puybaraud, « la femme, quand elle est éducatrice devient une mère pour ceux qui n'en ont pas ».

Dès l'année 1875, deux écoles de réforme de ce modèle étaient ainsi créées en France par l'initiative privée : l'école Saint-Joseph, près de Limoges et celle de Saint Éloi à Frasnès-le-Château. Dans ce dernier établissement, tous les emplois étaient tenus par des religieuses, les sœurs alsaciennes de Ribauvillé. L'État voulut à son tour créer un établissement similaire et sous le nom d'école de réforme, il réserva aux mineurs de 12 ans, la colonie pénitentiaire de Saint-Hilaire (Vienne). Pour l'administration pénitentiaire, l'école de réforme n'est donc qu'un établissement réservé aux mineurs de 12 ans.

Enfin, si nous continuons nos recherches, nous trouvons ce mot d'école de réforme, pris dans une dernière acception (2). Tandis que pour l'administration, l'école de réforme correspond à une sélection des enfants par l'âge, d'après un projet soumis par le directeur de l'Administration pénitentiaire à

1. BERTHÉLEMY. — *La question des écoles de réforme.*

2. PUYBARAUD. — *Bal. Com. Pénit.*, Inst. 1895. Tome II, page 406.

l'étude de la commission ministérielle, l'école de réforme correspondrait à une sélection des enfants d'après l'âge et la moralité. Dans chaque colonie pénitentiaire, un quartier spécial serait réservé, sous le nom d'école de réforme, à ceux d'entre les jeunes détenus qui se seraient fait remarquer par une conduite exceptionnellement bonne. Au régime éducateur et répressif de la colonie pénitentiaire on substituerait pour ceux-là, un régime plus paternel et purement éducateur. Les enfants de moins de 12 ans profitant à cause de leur jeunesse de ce régime de faveur seraient, d'après ce projet, admis de plein droit dans cette école de réforme et confiés à des surveillantes et à des institutrices. C'est donc sur un nouveau principe : la double sélection par âge et par moralité que serait établi ce nouveau modèle d'école de réforme ; il ne s'agirait plus ici de créer de toutes pièces des établissements nouveaux, mais de perfectionner et d'améliorer ceux que nous possédons déjà.

Telles sont les différentes institutions qu'on a jusqu'à présent désigné sous le nom d'écoles de réforme ; on comprend dès lors qu'il soit fort difficile de s'entendre et que de nombreuses discussions se soient élevées sur ce point au sein même du Comité de défense des enfants traduits en justice. Doit-on créer des écoles de réforme ? En avons-nous ? Que doivent-elles être, comment sont-elles organisées ?

Autant de points d'interrogation, autant de sujets sur lesquels la lumière est loin d'être faite.

Ajoutons du reste, qu'on est même allé plus avant et que certains ont ramené le problème à une simple question de terminologie ; ils se sont demandé si, au lieu de créer des institutions nouvelles, il n'y avait pas lieu de maintenir purement et simplement, en les transformant quelque peu, les colonies pénitentiaires que nous possédons déjà. Ce que l'on voulait avant tout, c'était réhabiliter la maison de correction, lui enlever le mauvais renom qu'elle avait dans le public et pour cela, certains ont cru, qu'il suffisait de la débaptiser. L'influence des mots est parfois telle, que l'on s'est demandé si, en désignant la maison de correction sous un vocable nouveau, école de réforme ou école de préservation, on ne pourrait arriver à lui enlever la défaveur dont elle jouit dans le public. La question n'est pas sans intérêt, et nous admettons bien volontiers, qu'un simple mot peut suffire parfois pour modifier quelque peu l'opinion publique, mais, comme on l'a dit très justement, n'y aurait-il pas à craindre, malgré le changement de terme, que les écoles de préservation ou de réforme ne tardent pas à jouir elles aussi du mauvais renom qui entoure indûment aujourd'hui nos maisons de correction. Ce qu'il faut modifier, en effet, ce ne sont pas tant les mots que les institutions elles-mêmes. Certes le mot « maison de correction » sonne mal à

l'oreille ; pour le grand public, « maison de correction » est synonyme de prison et de bague ; c'est un mot qu'il a vu trop souvent écrit dans les romans et les feuilletons et qui lui inspire une sorte de haine ; on pourra donc, avec juste raison, substituer à ce terme telle autre expression que l'on jugera meilleure ; malheureusement, il est à remarquer qu'on se paie trop souvent de mots et qu'on est trop porté chez nous à juger de la valeur d'une institution au mot seul qui sert à la désigner.

Appelons donc, si nous le voulons, les maisons de correction, dont parle le Code pénal du nom plus champêtre de colonie agricole ; appelons les écoles de réforme ou de préservation ; éloignons le plus possible tout ce qui pourrait faire ressembler ces établissements à des prisons ; transformons les costumes des gardiens et appelons-les surveillants ; rien de mieux, mais rappelons-nous que tout cela ne suffit point à rendre l'œuvre parfaite. Qu'importe le titre de la maison si le régime est toujours le même ; qu'importe que la maison de correction s'appelle désormais école de réforme ou de préservation, si elle ne doit être qu'une simple prison dont les enfants sortent, comme on l'a prétendu, plus pervers qu'ils n'y sont entrés. Il ne faut donc point attacher trop d'importance à ces questions de pure terminologie ; comme le disait en 1899, M. Puybaud à la commission du Ministère de l'intérieur :

« Ce que nous devons faire, c'est élever les enfants. »
« Nous devons supprimer les qualifications : maisons de correction, école de réforme, colonie pénitentiaire, nous devons nous borner à recevoir les enfants et à les placer suivant leur âge dans telle ou telle école. »
Ce qu'il faut donc, c'est perfectionner l'institution elle-même, en étudier les qualités et les défauts, supprimer tel enseignement reconnu inutile, combattre tel errement trop longtemps admis, apporter enfin telle innovation dont l'expérience et la pratique ont montré la nécessité.

Sous ce titre des écoles de réforme, nous étudierons d'une façon générale toutes les institutions existant en France pour améliorer et sauver l'enfance coupable, vicieuse ou abandonnée. Les colonies pénitentiaires publiques ou privées feront comme les écoles professionnelles dont parle la loi de 1904, l'objet de notre étude, car elles aussi sont et doivent être de véritables écoles de réforme. L'Assistance publique comme l'Administration pénitentiaire, poursuivent en réalité un seul et même but : la régénération de l'enfance ; toute la différence réside en ce que, parmi les enfants qu'elles élèvent les uns sont simplement difficiles ou vicieux, tandis que les autres sont tous délinquants ; mince différence à coup sûr, car, ainsi que nous aurons l'occasion de le voir, tel pupille de l'Assistance publique simplement difficile et non délinquant sera parfois infiniment plus per-

verti que tel pensionnaire de Saint-Maurice ou des Douaires qui, coupable de quelque méfait, aura comparu devant un tribunal correctionnel.

Pour l'un comme pour l'autre un régime à peu près identique s'impose. On doit moins chercher à punir l'enfant qu'à l'élever et à réformer son caractère. Ce qu'il faut considérer en lui ce n'est pas tant le méfait plus au moins grave qu'il a commis, que sa nature, ses instincts et ses mauvais penchants. La distinction profonde que l'on fait entre les écoles d'amendement projetées de l'Assistance publique et les colonies pénitentiaires nous semble donc critiquable.

Les unes comme les autres doivent être avant tout de véritables écoles de réforme. Ce qu'il importera surtout de faire, ce ne sera pas de séparer radicalement les enfants délinquants des enfants simplement difficiles ou vicieux, mais d'établir parmi l'ensemble de ces enfants, des catégories selon leur degré de perversité et de corruption, sans tenir un grand compte des méfaits qu'ils ont commis.

Sous le terme général d'écoles de réforme, nous comprendrons les établissements dépendant de l'État, de l'Assistance publique ou privés, chargés de recevoir les enfants difficiles, vicieux ou délinquants. Ici, une question se pose : nous avons vu quelles étaient les différentes catégories d'enfants qui viendraient peupler ces écoles de réforme. Il nous reste à nous demander, par qui ces enfants pourront être

placés dans ces établissements et comment s'en opérera le recrutement.

Nous nous sommes attachés à faire remarquer que le but de ces établissements d'amendement de l'enfance difficile ou coupable était en réalité partout le même. Ces maisons ne sont point, nous l'avons vu, des prisons où l'enfant subit un châtiment, mais de véritables maisons d'éducation. Nous avons pu constater comment cette idée d'éducation de l'enfance, que l'on voyait déjà poindre dans le Code pénal, lorsqu'il disait : que l'enfant serait envoyé en maison de correction pour y être « élevé et détenu », s'était déjà développée dans la loi de 1850 l'article 3 de cette loi ne parlait plus de détention, mais seulement d'éducation : les enfants des colonies pénitenciaires, disait la loi seront élevés en commun sous une discipline sévère. Aujourd'hui, l'idée de l'éducation semble complètement dominer toute idée de répression et c'est par un régime exclusivement préventif (sauf dans les colonies correctionnelles que nous mettrons à part) que l'on cherche à élever et à amender l'enfance. Dès lors, le régime des écoles de réforme étant purement éducateur, il paraît sans inconvénient de permettre à tous d'y placer des enfants. Les parents devront pouvoir y confier les leurs, l'Assistance publique et les particuliers eux-mêmes ayant la garde de pupilles, pourront les y placer en cas de besoin, les tribunaux, enfin, auront

toujours la possibilité d'y envoyer des mineurs.

Qui pourvoira aux dépenses occasionnées par le placement de ces enfants ? Les charges en seront supportées selon les règles du droit commun. Les parents, les particuliers, l'Assistance publique même, contribueront, chacun pour leur part, aux frais d'éducation des mineurs qu'ils auront placés.

Mais ici, une difficulté se présente : qu'arrivera-t-il au cas où un tribunal enverra en école de réforme un enfant dont les parents sont insolvables ? Comment seront alors supportées les charges occasionnées par le placement de cet enfant. D'après la théorie actuelle de l'Assistance publique, les écoles pourraient s'adresser aux parents ou aux particuliers ayant confié l'enfant et leur réclamer le prix de pension dans la limite de ce qu'ils peuvent payer.

Si les parents ou les particuliers sont complètement insolvables et se trouvent dans l'impossibilité absolue de payer quoi que ce soit, l'Assistance publique devra alors supporter tous les frais conformément aux règles générales du domicile de secours(1).

Tout le monde, par conséquent, les tribunaux, l'Assistance publique et les particuliers eux-mêmes devront pouvoir placer les enfants dans les écoles de

1. Voir *Assistance des vieillards pour domicile de secours*.

réforme ; dès lors, on peut se demander pour quelles raisons, la loi de 1904 prévoit spécialement pour l'Assistance publique la création d'écoles de ce genre ? Est-il en effet besoin de créer pour cette administration des établissements spéciaux ? C'est là, croyons-nous, une erreur de la loi. Il est juste que l'Assistance publique puisse, tout comme les particuliers se défaire des enfants difficiles ou vicieux qui lui sont confiés, elle doit avoir la possibilité de les placer dans des écoles de réforme ; mais, ces écoles de réforme devront-elles lui être spécialement réservées et n'aura-t-elle pas au contraire tout avantage à placer ces enfants dans les établissements actuellement existant ? C'est ce que nous croyons, du reste, nous l'avons remarqué en étudiant la loi de 1904, les écoles professionnelles projetées, à quelques exceptions près (1), n'ont point encore été créées et l'Assistance publique se borne, à l'heure actuelle, à envoyer ses pupilles dans les établissements privés, comme les colonies d'Orgeville, de Fontgombault ou de Saint-Louis.

Si l'on se place à un point de vue purement pratique, on peut se demander au surplus, comment l'Assistance publique pourrait trouver les crédits

1. Il n'existe à l'heure actuelle d'écoles de réforme de l'Assistance publique que dans trois départements (Seine, Marne et Seine-Inférieure).

nécessaires pour créer de pareils établissements. L'article 27 de la loi du 22 décembre 1892, prévoyait bien que les départements pourraient s'unir entre eux pour fonder et entretenir en commun des établissements de ce genre ; mais ce système de création d'écoles interdépartementales offre de nombreuses difficultés pratiques. Outre que les crédits font presque partout défaut, les départements ne peuvent admettre que la charge de créer ces établissements leur incombe en entier. Ce sont presque toujours, disent-ils, les tribunaux qui confient à l'Assistance publique les enfants difficiles ; or, les tribunaux représentent en la circonstance la société, l'État, qui enlève aux parents la garde et l'éducation de leurs enfants ; par conséquent, c'est la société qui assume le rôle d'éducatrice, il en résulte que l'État devrait tout au moins, fournir la plus grande partie des fonds nécessaires pour la création des écoles de réforme.

Toutes ces difficultés d'exécution pratique auraient été évitées, si l'on s'était borné à utiliser, comme on le fait du reste à l'heure actuelle, les établissements existants et si la loi de 1904 n'avait commis l'erreur, non pas de projeter la création de nouveaux établissements, mais de réserver exclusivement ceux-ci à l'Assistance publique.

Remarquons cependant que les principes posés par cette loi de 1904 sont au fond excellents ; elle distingue nettement nous l'avons vu, le régime pré-

ventif du régime répressif, correspondant à deux types d'école de réforme différents : l'école de réforme proprement dite et la colonie pénitentiaire.

C'est seulement, sur l'avis du préfet dans les départements et de son directeur à Paris, et après décision du tribunal, que l'Assistance publique sera autorisée à mettre ses enfants vicieux à ce régime que la loi qualifie de répressif ; mais cette mesure est insuffisante ; et ici encore nous apparaît la trop grande importance donnée à l'Assistance publique. Il faudrait en effet pouvoir autoriser toutes les écoles de réforme particulières à agir de façon identique et, de même que la loi de 1850 autorisait, dans son article 10, les colonies pénitentiaires à envoyer les enfants déclarés insubordonnés dans des colonies correctionnelles, sur la proposition du directeur et après approbation du ministre, il faudrait que toutes les écoles de réforme privées, comme l'Assistance publique, puissent, elles aussi, envoyer, en cas de besoin, leurs pupilles au régime de la colonie pénitentiaire, avec la faculté de les transférer en cas de nécessité à la colonie correctionnelle ; nous aurions ainsi trois échelons de moralité distinctes, correspondant aux trois types d'établissements : école de réforme, colonie pénitentiaire, colonie correctionnelle.

La loi de 1904 a-t-elle eu raison de qualifier de répressif le régime de nos colonies pénitentiaires ?

Nous ne le pensons pas et nous estimons que c'est là une impropriété de termes ; nous allons constater en effet que le régime des colonies pénitenciaires est, à peu de chose près, le même que celui des écoles de réforme proprement dites. Là aussi, c'est le régime préventif et éducateur qui est mis en vigueur. C'est par la persuasion et la douceur, bien plus que par la sévérité et la répression que l'on cherche dans tous ces établissements à ramener l'enfant au bien. Il est donc, selon nous, assez inexact de dire que le régime de la colonie pénitenciaire est un régime répressif.

La colonie correctionnelle seule ; sera un établissement de véritable répression, elle formera un type à part, que nous laissons pour le moment en dehors.

A la colonie d'Eysses seulement, nous le verrons, existe le régime répressif et l'on peut dire de cette maison qu'elle est plus une véritable prison qu'une école d'amendement de l'enfance.

CHAPITRE II

LES ÉCOLES ACTUELLES ET LES MOYENS D'AMENDEMENT

Nous avons vu comment la loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, et celle du 28 juin 1904, sur les pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique, étaient venues compléter pratiquement l'article 66 du Code pénal, en prescrivant pour l'enfant une éducation à la fois morale, professionnelle et religieuse, qui lui serait donnée, soit dans des colonies pénitenciaires, soit dans des écoles professionnelles. Il nous reste à étudier maintenant les différents moyens matériels et moraux d'amendement de l'enfance et à voir de quelle façon ils ont été mis en pratique dans les différents établissements, soit privés, soit publics, que nous avons désignés, d'une façon générale, sous le nom d'écoles de réforme.

Nous ne reprendrons pas en détail l'organisation de chacun des différents établissements en particulier, mais nous essayerons, tout en étudiant le fonctionnement des écoles actuelles, d'établir ce que doit être le type de l'école de réforme, et au fur et à mesure que nous étudierons les moyens d'action préconisés, nous indiquerons comment et en quels endroits ils ont reçu leur application dans la pratique.

Que doit être la véritable école de réforme ? Ce sera, la plupart du temps, une maison située à la campagne, plus ou moins vaste, appartenant soit à des particuliers, soit à l'État. Cette maison ne ressemblera en rien à une prison et aura tous les caractères d'une vaste exploitation agricole. Elle ne sera entourée d'aucun mur ; quelques petites haies seulement pourront au besoin en indiquer les limites ; elle comprendra un domaine plus ou moins étendu, variant selon l'effectif, mais qui ne devra en aucun cas être inférieur à une centaine d'hectares. L'école de réforme sera avant tout un établissement agricole et le fameux principe de l'amélioration de l'enfant par la terre et de la terre par l'enfant, qui avait servi de base à la création des premières colonies pénitenciaires, devra toujours être considéré, comme le meilleur moyen de régénérescence physique et morale. La vie au grand air, les travaux des champs et la saine fatigue qu'ils procurent, développeront

mieux que n'importe quels autres travaux les forces physiques de l'enfant.

Au point de vue moral, ces travaux agricoles présenteront aussi de multiples avantages. L'enfant trouvera dans le travail des champs un isolement relatif qui rendra plus rare le contact avec ses camarades et lui évitera les dangers de la promiscuité de la vie d'atelier ; il s'habituerà peu à peu à la vie agricole et finira par s'attacher au sol qu'il cultive.

Mais n'est-il pas mauvais, a-t-on souvent répété, d'occuper des enfants à des travaux exclusivement agricoles ? La plupart des pupilles de nos écoles de réforme sont des enfants de la grande ville industrielle et tous les efforts que l'on fera pour les attirer aux champs resteront vains. A leur sortie de l'école de réforme, n'est-il pas à craindre, dit-on, qu'ils abandonnent la campagne pour retourner dans les milieux urbains d'où ils viennent ? Qu'y feront-ils ? Ils n'auront aucun métier, n'ayant jamais été occupés qu'à des travaux agricoles et ils iront grossir le nombre des désœuvrés et des sans-travail. A vrai dire, il y a là une crainte dont il ne faut pas exagérer l'importance ; le nombre des pupilles que les écoles de réforme reçoivent de la campagne est relativement considérable. Si nous prenons par exemple les chiffres statistiques relevés dans le rapport de 1904 sur la situation de la colonie de Mettray nous constaterons que sur les 235 pupilles qui

composaient la colonie en 1903, 35 seulement exerçaient des professions industrielles avant leur entrée dans l'établissement, et s'il n'y avait que 35 agriculteurs, il faut remarquer que la plus grosse partie des pupilles, soit 165, arrivaient à la colonie sans avoir aucun métier. Pour ceux-là, l'accommodation à la vie agricole se fait facilement et, l'expérience l'a prouvé, souvent à leur sortie de l'école ils restent établis comme cultivateurs dans le pays où on les a placés.

L'école de réforme modèle devra donc être tout d'abord agricole, c'est du reste d'après ce système qu'ont été établies, conformément à la loi de 1850, la plupart de nos colonies pénitentiaires et c'est sur le même principe, qu'ont été créées de nos jours les différentes écoles de réforme privées telles que Sacuny-Brignay, Orgeville, Saint-Louis, Fontgombault, etc.

L'école de réforme ne devra point comporter d'effectifs trop nombreux ; le nombre des pupilles variera entre 100 et 150 au maximum. Il importe en effet que le directeur connaisse à merveille tous les enfants qui lui sont confiés, qu'il soit à même d'étudier leur caractère et leurs penchants et de suivre pas à pas leurs progrès. Ce n'est donc qu'à la condition d'avoir un nombre restreint de pupilles, qu'on arrivera à exercer sur eux une surveillance et une direction efficace. Nos colonies pénitentiaires, et c'est là une des plus graves critiques qu'on

puisse leur adresser, comportent presque toutes (contrairement à un règlement de 1869, art. 7, qui interdisait de dépasser le nombre maximum de 300 enfants), un nombre de 300 à 400 places ; il faut remarquer, il est vrai, qu'un pareil chiffre n'est jamais atteint dans la pratique.

On a cherché à remédier aux inconvénients que présentaient ces effectifs considérables, en divisant les enfants en petits groupes séparés ; certains établissements ont cru préférable de placer les enfants d'après l'âge ; c'est ainsi qu'à la colonie de Saint-Maurice, les pupilles sont divisés en trois catégories, les grands, les moyens et les petits. On a cherché également, c'est du reste la méthode suivie à l'école de réforme de Melleville (Seine-Inférieure) à séparer les enfants d'après leur moralité. A l'entrée dans cet établissement, l'enfant est placé dans un quartier spécial, où il est séparé des autres élèves ; une fois amendé, il est admis dans une autre catégorie où son sort est meilleur et où il jouit d'une liberté plus grande. Enfin, lorsque son amendement est jugé suffisant, on l'envoie à la ferme de l'établissement, d'où il sort après un séjour plus ou moins prolongé pour être placé. Cette division des enfants par moralités a été vivement critiquée ; il est très mauvais, dit-on, de mettre les bons éléments ensemble et de les séparer des mauvais ; il faut au contraire chercher à en opérer le mélange tout en ayant soin

que le nombre des bons éléments soit toujours supérieur au nombre des mauvais.

Ce système consistant à mélanger les moralités différentes a été pratiqué à la colonie de Mettray ; les enfants y sont divisés en petits groupes, prenant le nom de familles. Chaque famille est composée d'environ vingt-cinq enfants et forme un tout indépendant ayant son pavillon, ses logements et ses réfectoires particuliers.

Cette division en familles, spéciale à la colonie de Mettray, offre le double avantage, de permettre aux surveillants de connaître à merveille les enfants qu'ils ont sous leur garde et de développer chez les pupilles un excellent esprit d'émulation.

Certains établissements, et parmi ceux-ci nous signalerons l'école de réforme de l'Administration pénitentiaire de Saint-Hilaire, ont divisé les enfants en fermes séparées.

A Saint-Hilaire, on reçoit les enfants les plus jeunes, ceux qui ont moins de 12 ans, et la colonie les garde, même lorsqu'ils ont dépassé cet âge. Mais n'y a-t-il pas quelque grand inconvénient à laisser ainsi vivre en commun des enfants de 8 et 10 ans avec de grands jeunes gens ? Telle fut la question qui se posa lors de la création de cet établissement.

Fallait-il envoyer les plus jeunes une fois l'âge de 12 ans révolus dans une autre colonie pénitentiaire ? Devait-on au contraire les conserver à l'école

de réforme ? M. Brun, alors directeur de l'école, trouva la solution du problème : la colonie de Saint-Hilaire se composant de trois fermes séparées : Chanteloup, Bellevue et le Boulard, la première fut réservée aux enfants arrivant et ayant moins de 12 ans ; la deuxième servit de milieu intermédiaire, (les enfants y restaient jusqu'à 14 ans environ) ; ils étaient enfin envoyés dans la dernière, pour y terminer leur séjour à l'école.

Ce moyen radical, qui consiste à séparer complètement les enfants dans des fermes séparées tel qu'il est pratiqué à l'école de réforme de Saint-Hilaire, nous semble être celui qui offre le plus d'avantages, mais à condition que cette division soit faite, non point tant d'après l'âge, que d'après la moralité. Quoi qu'on en dise, en effet, nous estimons qu'il est mauvais de mélanger dans un même milieu, des éléments de moralités très différentes, les plus pervertis ne pouvant qu'exercer une influence désastreuse sur les meilleurs. Peut-être, la division des enfants en fermes séparées, aurait-elle été appliquée dans d'autres colonies, si la disposition des lieux avait permis d'employer ce système. Malheureusement, la plupart de nos colonies, installées dans des locaux qui n'avaient pas été construits pour cela, n'offraient pas les mêmes avantages que Saint-Hilaire et l'on ne put presque nulle part suivre cette excellente méthode qui, tout en permettant de séparer les moralités, permettait

également de réduire les effectifs dans chaque établissement.

Travail professionnel.

La loi de 1850 prévoyait pour les enfants des colonies pénitenciaires une éducation professionnelle et l'article 3 de cette loi ajoutait, que les enfants seraient appliqués aux travaux de l'agriculture et aux principales industries qui s'y rattachent ; mais, nous avons vu les inconvénients qu'il y avait pour une école d'amendement de l'enfance à être exclusivement agricole ; il faut, avons-nous dit, et la loi du 28 juin 1904 consacre ce principe, qu'elle soit aussi professionnelle, c'est-à-dire qu'elle comporte des ateliers où l'on puisse enseigner à l'enfant un métier autre que celui d'agriculteur, et lui permettant de gagner sa vie. Comment cette éducation professionnelle sera-t-elle donnée à l'école de réforme ?

Une école de réforme, tout en étant agricole, devra comprendre des ateliers de différentes natures, dans lesquels on enverra l'enfant faire un apprentissage. Il pourra choisir d'après ses goûts et ses dispositions le métier qui lui convient le mieux, il devra dans son choix être absolument libre et l'on exigera seulement pour l'approuver, l'avis favorable du médecin, qui constatera s'il n'y a pas d'empêchements de

santé à ce qu'il exerce tel ou tel métier. Cependant, s'il importe de donner à l'enfant une profession dont il puisse se servir plus tard, il ne faut pas non plus qu'il passe tout son temps à l'atelier ; il est nécessaire, au contraire, de varier son travail le plus possible et de ne jamais perdre de vue les travaux agricoles ; il serait donc, selon nous, désirable que le pupille ne reste pas à l'atelier plus de quatre à cinq jours par semaine ; le reste du temps serait consacré aux travaux du plein air. Il faut, en effet, éviter avant tout la vie permanente de l'atelier, mauvaise physiquement et moralement, surtout pour l'enfant ; on y aboutirait fatalement en le laissant à l'atelier pendant plusieurs mois consécutifs.

Nous serions aussi partisans d'envoyer, en principe, les pupilles dans les différents ateliers de façon à ne pas trop les spécialiser dans un métier unique, c'est du reste un peu ce système qui est mis en vigueur dans certaines écoles privées. C'est ainsi qu'à Orgeville et à Fontgombault, dans les établissements créés par M. Bonjean, on cherche à inculquer à l'enfant les principes des différents corps d'état.

S'il est jugé suffisamment intelligent, il passe tour à tour par les différents ateliers où il apprend successivement à travailler le fer, le bois, etc... On peut ainsi préparer, et c'est du reste le but poursuivi par ces écoles que nous venons de citer, des hommes suffisamment expérimentés pour subvenir à

tous leurs besoins et qui pourront, à la rigueur, devenir d'excellentes recrues pour peupler nos colonies. C'est du reste pour cette raison que l'établissement de Fontgombault a pris le nom d'« école pratique de colonisation ».

Si l'école de réforme ne doit pas être exclusivement agricole, elle ne doit pas non plus être uniquement industrielle. Il y a quelques années, l'administration pénitentiaire, dérogeant (1) aux principes posés par la loi de 1850, crut devoir créer des colonies purement industrielles, sur le modèle des reformatories anglais. Les colonies d'Aniane (Hérault) et d'Auberive (Haute-Marne), qui comprennent à elles deux plus de cinq cents enfants, ne comportent que des ateliers ; on y apprend aux enfants les métiers d'ajusteur, de tourneur sur métaux, de serrurier, de chaudronnier, de plombier ; on y apprend également la menuiserie, l'ébénisterie, la cordonnerie, le métier de tailleur, de maçon et de plâtrier ; les ateliers, fort bien montés du reste, sont munis d'un outillage perfectionné.

Un établissement privé du même genre existe à Bologne (Haute-Marne) et un autre à Lyon.

Cette innovation nous semble peu heureuse, et il

1. Dès l'année 1875, un projet avait été soumis par M. Voisin à l'assemblée nationale, qui proposait de transformer certaines colonies agricoles de l'État en colonies industrielles.

faut le reconnaître, elle n'a donné partout que de mauvais résultats. On veut en effet faire de ces établissements des centres de production pour la consommation privée et l'on y cherche moins à amender l'enfant qu'à le faire produire. Or, l'école de réforme doit, selon nous, éviter avant tout d'être commerciale, elle doit pouvoir suffire à ses propres besoins, mais elle cherchera le moins possible à vendre ses produits au dehors. Si l'on n'a plus en vue, en effet que la production et la vente on sera forcément tenté d'obtenir de l'enfant le maximum possible de rendement, au lieu de soigner la perfection du travail, seule chose capable de lui faire gagner sa vie ensuite. Pour arriver à ce résultat, on commettra presque toujours la faute que nous pouvons relever dans toutes les colonies industrielles : celle de spécialiser l'enfant non pas seulement dans un métier, mais dans une seule partie de ce métier. Par cette division excessive du travail, l'enfant pourra atteindre la perfection dans la fonction à laquelle on l'occupe, mais il ignorera presque toujours l'ensemble du métier qu'il était censé apprendre. Dans l'un de ces établissements industriels, notamment, nous avons pu acquérir la conviction que l'enfant employé aux travaux métallurgiques, savait en sortant par exemple, limer ou polir dans la perfection, mais ne savait qu'à peine tremper et monter.

Un autre inconvénient grave que présente l'école

purement industrielle, c'est de n'offrir à l'enfant à sa sortie de l'établissement que des débouchés laissant fort à désirer. C'est forcément vers l'usine que l'enfant se dirigera quand il quittera un pareil milieu, or, nous l'avons vu et nous n'y reviendrons pas, la vie d'usine comme celle de l'atelier offre au point de vue de la moralité les plus grands dangers et les plus graves inconvénients. Pour remédier en partie à cet état de choses, il faudrait, croyons-nous, n'enseigner à l'enfant que des petits métiers qu'il peut exercer seul ou avec l'aide d'un ou deux ouvriers : la menuiserie, la boulangerie, la serrurerie ou la maréchalerie, par exemple et l'éloignant le plus possible de l'usine et de la grande industrie. A ce point de vue, nous croyons que les ateliers de cordonnerie de Lyon peuvent donner à la rigueur d'assez bons résultats, car l'enfant en sortant pourra, s'il le veut, travailler dans de très nombreuses fabriques de chaussures plus ou moins importantes répandues dans toute la région lyonnaise.

Parmi les écoles professionnelles, il nous faut mentionner spécialement la colonie de Belle-Isle, qui comprend un effectif de plus de trois cents enfants.

Cet établissement, essentiellement maritime, prépare les pupilles au métier de matelot. A leur sortie de la colonie, ils trouvent facilement à se placer sur des navires de commerce ou s'engagent dans la

marine de l'État. Cet établissement présente de nombreux avantages, car outre qu'il assure à la marine un recrutement de matelots expérimentés, l'instruction professionnelle qu'on y donne et le régime suivis nous paraissent à tous points de vue excellents. Il faut remarquer du reste que la vie au grand air et à la mer se rapproche beaucoup de la vie agricole.

En résumé, l'école de réforme modèle, tout en restant en principe agricole, devra selon nous, comprendre de nombreux ateliers où les enfants pourront, s'ils le désirent, apprendre un métier ; mais il reste bien entendu, que ces ateliers n'auront pas pour but principal la production et le commerce avec l'extérieur ; ils seront surtout utilisés pour les besoins mêmes de la maison. Le produit de la vente des travaux ne servira que pour diminuer en quelque chose les frais d'apprentissage et l'enfant ne sera pas ainsi dirigé vers l'usine.

Nous croyons pouvoir citer comme réalisant à peu près le modèle du genre la colonie de Mettray. A côté d'une vaste exploitation agricole, s'étendant sur 500 hectares, nous y trouvons de nombreux ateliers et comme nous le disait M. Juigner, l'inspecteur de cet établissement : « a Mettray, nous nous suffisons à nous-mêmes, nos enfants construisent les locaux nouveaux dont nous avons besoin, nos laboureurs cultivent le blé, que nous transformons

nous-mêmes en farine, et nos boulangers pétrissent et cuisent leur pain. Nos pupilles font eux-mêmes leurs chariots et leurs charrues ; ils taillent eux-mêmes leurs vêtements et savent faire leurs souliers. »

Nous avons pu constater en interrogeant de nombreux enfants de cette colonie modèle, que chacun d'eux connaissait parfaitement son métier, travaillant avec intelligence et ne jouant pas un simple rôle de machine.

Mentionnons également à ce point de vue les établissements de M. Bonjean, où la plus grande initiative est laissée aux enfants. C'est ainsi qu'à Fontgombault, par exemple, le chef de four de la boulangerie est un jeune garçon de 14 ans, qui, avec l'aide d'un camarade, pourvoit seul aux fournitures de pain de l'établissement.

Nous avons pu constater également, que les différentes colonies de l'État comportaient toutes, elles aussi, des ateliers professionnels fort bien outillés ; malheureusement, ces ateliers sont à peu près déserts et sur une colonie de deux cents enfants, il n'est pas rare d'en voir une douzaine à peine répartis dans les différents ateliers. Il serait à désirer que dans les établissements de l'État une plus grande extension soit donnée à l'éducation professionnelle ; l'initiative des directeurs suffirait du reste pour aboutir à ce résultat. Il n'est pas douteux qu'ils trou-

veraient facilement parmi les enfants, de nombreuses recrues toutes disposées à travailler dans les ateliers et en cherchant à leur inculquer un métier, on arriverait à diminuer de plus en plus le nombre malheureusement trop grand des jeunes gens qui, à leur sortie de la colonie pénitentiaire, sont incapables de gagner leur vie et viennent grossir le nombre des sans-travail. Sur ce point, nos colonies pénitentiaires de l'État nous semblent avoir de sérieux progrès à réaliser.

Instruction.

L'instruction à l'école de réforme devra toujours être donnée, quel que soit l'âge à partir duquel l'enfant y est admis. Malgré la loi sur l'instruction obligatoire, la proportion des enfants qui arrivent illettrés dans les écoles de réforme est encore considérable. Nous aurons une idée de cette proportion, en consultant par exemple, les statistiques de la colonie de Mettray pour l'année 1903 (1). Sur 235 pupilles que comprenait la colonie, 65, soit plus du quart, étaient complètement illettrés, 15 savaient lire, 49 lire et écrire, 90 lire, écrire et compter, 16 seulement avaient une instruction élémentaire à peu près complète.

1. Rapport sur la situation morale et financière de Mettray, année 1907.

Est-ce à dire qu'en principe les enfant sortiront de l'école de réforme avec une instruction primaire suffisante? Il n'en est malheureusement pas ainsi. Dans bon nombre d'établissements, les heures de classe inscrites à l'emploi du temps sont en effet par trop restreintes. Une heure à peine, par jour, sera consacrée à l'étude. Cette heure de classe serait peut-être suffisante si, pour de multiples raisons elle n'était supprimée les trois quarts du temps. Nos écoles d'amendement étant presque toutes, nous l'avons vu, essentiellement agricoles, les travaux des champs occupent une telle place dans l'emploi du temps que bien souvent la classe est supprimée. Aujourd'hui, par exemple, c'est la moisson, et l'on supprimera l'heure de français; demain ce sera la fenaison ou la vendange et la classe de calcul sera encore rayée du programme. Ou bien, c'est après une longue journée de labeur que l'enfant sera conduit à la salle d'étude et le travail qu'il pourra fournir ne lui sera alors nullement profitable. Ajoutons à cela, qu'étant donné les effectifs considérables, l'instituteur ne pourra consacrer que peu de temps à chaque élève et n'obtiendra pas de sérieux résultats.

L'instruction à l'école de réforme devra être proportionnée aux besoins intellectuels du mineur et variera à la fois avec l'âge et le savoir. Dès lors, deux sortes d'enseignements paraissent s'imposer : l'enseignement primaire pour les illettrés, l'enseignement

primaire supérieur pour ceux dont l'instruction est déjà avancée. Sur ce point, nous citerons encore ici comme modèle la colonie de Mettray où l'instruction paraît donnée d'une façon très sérieuse. En 1903, sur 65 pupilles illettrés, 12 seulement à la fin de l'année étaient restés réfractaires à tout espèce d'enseignement. Par contre, cette même année, 50 enfants recevaient un complément d'instruction primaire et 7 d'entre eux étaient même admis au certificat d'études.

L'instruction primaire donnée à l'école de réforme devra être avant tout une instruction pratique.

Le français, la géographie, le calcul, les sciences physiques et naturelles, parmi lesquelles on mentionnera tout spécialement la botanique et les sciences agricoles, serviront de base à l'instruction ; l'enseignement de l'histoire, sauf pour l'instruction primaire supérieure, pourra être poussée moins loin comme moins important et l'on évitera également de donner à l'instruction une tendance économique.

Les heures de travail à l'étude seront observées rigoureusement, mais on aura soin de ne point les fixer à un moment où l'enfant est fatigué par les travaux physiques de la journée, sinon, elles deviendraient inutiles. C'est entre 11 heures et midi, par exemple, après les travaux de la matinée, qu'elles devront trouver place. A cette heure de la journée, l'enfant n'est pas encore physiquement fatigué et le travail intellectuel, tout en lui étant profitable, fera

pour lui à ce moment, une diversion qui sera considérée comme un véritable repos.

Ajoutons qu'il serait à désirer que l'école soit faite sans surveillants, et que l'instituteur soit seul dans sa classe pour garder ses élèves.

Les enfants se sentant plus libres, viendraient plus volontiers à l'école, et la surveillance exercée sur eux étant moins rigoureuse, ils prendraient vite confiance et leur bonne volonté ne tarderait pas à se manifester d'autant mieux. Du reste, la surveillance serait aisée pour l'instituteur ; on n'aurait pour cela qu'à diminuer dans chaque classe le nombre des élèves.

Enfin, en ce qui concerne l'instruction primaire supérieure qui serait donnée dans tous les établissements, on pourrait peut-être éventuellement préparer les pupilles les plus intelligents et les plus travailleurs, non point seulement au certificat d'études, qui n'est qu'un simple diplôme sans grande importance et qui a le défaut de donner aux enfants une haute idée d'eux-mêmes, qu'ils ne méritent généralement pas, mais à des écoles pratiques d'arts et métiers et à certaines écoles primaires d'agriculture.

Régime matériel.

Nous avons vu dans le paragraphe précédent quel était et quel devait être à l'école de réforme le régime

intellectuel, voyons maintenant ce que sera le régime matériel.

DORTOIRS. — Plusieurs systèmes absolument différents les uns des autres ont été préconisés. Les colonies pénitenciaires de l'État emploient le système de la séparation nocturne ; chaque enfant est, la nuit, enfermé dans une sorte de cage séparée de celle du voisin par un grillage. Ces petites cellules ont l'avantage de donner à l'enfant un endroit où il se sent chez lui, qu'il sera libre d'arranger selon son goût et sa fantaisie, en y plaçant les objets qui lui appartiennent et en l'ornant de quelques souvenirs. Ce serait cependant une erreur de croire que ce système ne présente aucun inconvénient. Il est en effet avéré, qu'au point de vue de la moralité et des convenances, ce système d'isolement est insuffisant et ne saurait présenter une absolue sécurité. D'autre part, nous estimons que ce régime de claustration nocturne offre une partie des inconvénients du régime cellulaire, en ce qu'il ne peut que déprimer le moral de l'enfant.

Certains établissements privés, suivant en cela le système des anciennes colonies pénitenciaires, ne pratiquent pas l'isolement nocturne et remplacent les lits par des hamacs, comme dans les dortoirs des navires de l'État.

D'autres pratiquent simplement l'emploi des dor-

toirs en commun, disposés comme les chambres des casernes et éclairés pendant la nuit.

Cette dernière méthode nous semble encore être la meilleure : ce n'est pas, en effet, par des cages absolument insuffisantes, que l'on arrivera à réaliser le véritable isolement, mais par une surveillance constante, mieux exercée qu'elle ne l'est la plupart du temps.

Il faut que les effectifs de chaque dortoir soient peu élevés, une vingtaine d'enfants au maximum, il faut en outre que chaque dortoir soit surveillé par un gardien qui y couche et que cette surveillance soit complétée par un service de rondes fréquentes.

RÉFECTOIRES. — Les réfectoires de nos écoles d'amendement laissent presque tous fort à désirer, ils n'offrent que de minces différences avec ceux des maisons centrales. Il serait à souhaiter que quelques légères modifications soient apportées, à ce point de vue ; on pourrait sans inconvénient, croyons-nous, augmenter quelque peu le confortable de ces réfectoires, tout en maintenant leur simplicité. Nous voudrions voir, par exemple, donner aux enfants des assiettes de faïence et des verres, au lieu des assiettes de fer-blanc et des quarts utilisés actuellement. On pourrait également sans danger, donner aux pupilles, tout au moins pendant la durée du repas, des couteaux pour découper leurs aliments.

ALIMENTATION. — Elle nous paraît à peu près partout suffisante.

La soupe aux légumes, constitue la base de la nourriture, la viande est donnée trois ou quatre fois par semaine, la ration de pain varie presque partout avec la consommation et l'époque de l'année. Elle atteint quotidiennement jusqu'à 1.300 et 1.400 grammes par enfant dans certains établissements.

Presque partout également les enfants sont autorisés à disposer d'une partie de leur pécule pour améliorer leur alimentation ou pour acheter quelques friandises. Ce système nous semble bon, à la condition toutefois, que ce soit seulement sur les bons points obtenus, que l'enfant puisse ainsi prélever une partie de son pécule, mais qu'il ne puisse jamais disposer pour un tel usage de l'argent que la famille pourrait lui envoyer. Ce serait, en effet, susciter inutilement les jalousies mauvaises, des enfants que le sort aurait moins favorisés ; l'amélioration du régime ne sera de cette façon pour l'enfant qu'une récompense à laquelle pourront prétendre, non point les plus riches, mais les plus méritants. On a vivement critiqué parfois le régime alimentaire des établissements privés, l'enfant n'y trouvait pas, prétendait-on, une nourriture suffisante. Cette critique ne saurait, croyons-nous être prise en sérieuse considération.

Nous avons au contraire constaté dans les différents établissements privés que nous avons visités le

soin tout particulier qu'on attachait à la nourriture des enfants. On n'hésite pas à augmenter les rations et à améliorer le régime de ceux qui sont appelés à fournir un travail pénible, ou qui raissent simplement fatigués.

En résumé, le régime alimentaire en général nous paraît suffisant et peu d'améliorations sur ce point nous semblent nécessaires; la bonne mine des enfants que nous avons visités, constitue du reste la meilleure garantie de l'excellence du régime auxquels ils sont soumis.

VÊTEMENTS. — La question du vêtement tiendra à l'école de réforme une certaine importance.

De même que les écoles de réforme ne doivent en rien ressembler à des prisons, l'uniforme de l'enfant ne doit en rien non plus rappeler celui des prisonniers. Il n'en devra avoir ni la forme, ni la couleur. C'est malheureusement une lacune que nous avons constatée dans les colonies pénitentiaires de l'État et aussi à Mettray; si, le dimanche et les jours de promenades, les enfants portent un uniforme de couleur bleue rappelant vaguement celui des bataillons scolaires, les autres jours de la semaine, ils sont vêtus d'un costume de bure et d'un béret brun, rappelant à s'y méprendre celui des prisonniers de nos maisons centrales. C'est là, croyons-nous, un grave inconvénient, auquel il serait facile de remédier.

Par contre, nous avons constaté avec plaisir que

dans la plupart des écoles privées, à Fontgombault, à Orgeville et à Saint-Louis, par exemple, les pupilles portaient, en tout temps, un uniforme de toile bleue avec pantalon à bande rouge qui ne rappelait en rien celui des prisons.

L'uniforme des pupilles doit être simple, de façon à être facilement tenu en état de propreté, il pourra à la rigueur, n'être que de toile, mais à condition toutefois que les enfants soient chaudement vêtus par-dessous.

En ce qui concerne la coiffure, nous estimons que la plus pratique sera le béret pour l'hiver et le large chapeau de paille pour l'été ; ce sont du reste ces modèles qui ont été adoptés dans la plupart des établissements publics et privés.

Nous réservons au paragraphe traitant du personnel administratif, les quelques observations que nous croyons également devoir formuler, en ce qui concerne la tenue et l'uniforme des surveillants.

INFIRMERIE. — L'infirmerie, dans les écoles de réforme, devra autant que possible, être installée dans un local à part, nettement séparé des autres bâtiments. L'aménagement en sera extrêmement simple, et l'on devra, ici principalement, veiller à ce qu'une propreté méticuleuse y soit observée. Un pavillon d'isolement pour les maladies contagieuses, sans être indispensable, paraîtra tout au moins utile. Les règles de l'hygiène moderne devront du reste

présider à la construction et à l'entretien de ces locaux. Nous n'aurons donc pas à entrer dans le détail de ces installations.

Nous avons constaté avec surprise, dans la visite de la plupart des établissements publics et privés, l'absence à peu près totale de salles de bains ou de douches. Construits, en majeure partie, à une date relativement ancienne, on n'avait point, selon la mode du temps, songé à y établir ces installations de première nécessité. Il y aurait là, croyons-nous, une lacune à combler. La création dans toutes les écoles de réforme de salles de bains-douches, sur le modèle de celles qui existent dans nos casernes, paraît s'imposer. C'est du reste une simple réforme de détail, importante cependant, sur laquelle nous n'insisterons pas.

Personnel administratif.

Le choix du personnel administratif : gardiens et surveillants, est sans nul doute un des points les plus délicats de la question de l'éducation des enfants.

Nous ne parlerons pas ici, bien entendu, du personnel supérieur des écoles d'amendement ; les directeurs de ces établissements, qu'ils appartiennent à l'administration pénitentiaire ou qu'ils dirigent des maisons d'éducation privées, sont tous des hommes d'une compétence indiscutable, qui savent remplir leurs délicates fonctions avec un tact et une science

dignes des plus grands éloges. Presque tous, du reste, sont de véritable philanthropes qui prennent à cœur la direction de l'établissement qu'ils dirigent et s'efforcent par un travail incessant de perfectionner leur œuvre. En ce qui concerne ce personnel dirigeant, nous ne pouvons que souhaiter une seule chose, c'est que l'administration pénitentiaire laisse le plus longtemps possible ses directeurs dans le même poste, en leur donnant au besoin de l'avancement sur place, avec augmentation de traitement, afin que, par une connaissance approfondie des ressources et des inconvénients de l'école qu'ils dirigent, ils puissent arriver à en tirer le meilleur parti possible.

Le personnel supérieur restera donc en dehors de toute espèce de critique. En sera-t-il de même du personnel subalterne des gardiens ou surveillants ? Sur ce point, malheureusement, il y aurait peut-être beaucoup à dire. Certes, nous ne nous dissimulons pas les difficultés de pareilles fonctions et nous reconnaissons « qu'aux qualités qu'on exige d'un gardien de colonie pénitentiaire, peu de personnes si promptes à la critique seraient dignes de l'être » ; mais malgré tout, nous croyons que le recrutement de ces gardiens pourrait se faire parfois avec un choix plus judicieux. L'opinion publique a cependant beaucoup exagéré et nous sommes loin de partager l'avis de ce romancier célèbre qui, parlant de ces mêmes gardiens

disait : « Où les choisit-on ? Où peut-on les choisir, ceux à qui l'on confie l'enfance abandonnée ? Parmi les pires déclassés. De l'ancien sous-officier trop obtus pour distribuer des lettres ou contrôler des tickets de chemin de fer, on fait un geôlier, en qui souvent s'éveille un bourreau. Mais comment trouver mieux ? Un homme, très supérieur par l'intelligence et par le cœur, suffirait à peine à cette tâche si pénible et si délicate de surveiller, de réformer l'enfant pervers. Pour se faire écouter, obéir, aimer, de quel tact infailible, de quelle patience inaltérable, de quel esprit de justice et de bonté devrait être sans cesse animé l'éducateur ? Un saint, oui un saint enflammé de charité sublime, y suffirait à peine. Il faudrait des saint Vincent de Paul, on n'a que des garde-chiourme (1). » Mettons les choses au point ; ces phrases sont celles d'un poète épris d'idéal qui se laisse entraîner par son imagination trop féconde. L'honnêteté de nos gardiens ne saurait être mise en doute un seul instant. Ce sont tous de braves gens, au passé absolument intact, qui, pour la plupart, ont mérité, par leur excellente conduite au régiment, d'être nommés à ces délicates fonctions. C'est en effet parmi les anciens sous-officiers, que l'administration pénitentiaire recrute la plus grande partie de

1. FRANÇOIS COPPÉE. *Le Coupable*.

ses surveillants et c'est là, nous en convenons, le mauvais côté du système. Si un ancien sous-officier, bien noté de ses chefs, présente toutes les garanties nécessaires pour faire un excellent gardien de maison d'arrêt, il pourra par contre n'être qu'un mauvais surveillant d'école de réforme. Ce sont là en effet des fonctions essentiellement différentes. L'un n'est qu'un simple surveillant, dont on ne peut exiger que des qualités de discipline et de fermeté ; l'autre au contraire, doit être un véritable éducateur. Ce ne sont pas des prisonniers qu'il aura à surveiller, mais des enfants qu'il aura à élever et certes, sa mission sera beaucoup plus délicate, car il aura non seulement à se faire respecter et obéir, mais surtout à se faire aimer. Il devra donc allier à une juste sévérité, un tact parfait et une connaissance approfondie du cœur de l'enfant.

Or, à l'heure actuelle, le personnel des surveillants de nos colonies pénitenciaires publiques est recruté dans celui des prisons. Il serait à souhaiter qu'une sérieuse réforme soit apportée sur ce point, il importe en effet que ce personnel d'élite soit recruté d'une façon toute particulière et que le gardien de colonie pénitentiaire soit spécialement affecté à ce genre d'établissement et qu'il y fasse toute sa carrière. Il ne faut plus qu'on voit, comme aujourd'hui, des gardiens de maisons centrales permuter avec des surveillants de colonies d'enfants ; ce sont là, nous le

répétons, des fonctions qui ne se ressemblent point et qui exigent de la part de ceux qui les exercent des qualités très différentes.

Les institutions privées auront, sur ce point, un gros avantage que n'auront pas celles de l'État, c'est qu'elles pourront choisir leur personnel comme bon leur semblera.

Le gardien ne sera plus ici un fonctionnaire subalterne, que l'on peut déplacer du jour au lendemain, mais il fera pour ainsi dire partie de la maison, lui et sa famille et, souvent, il restera en fonctions dans le même établissement pendant vingt-cinq ou trente ans. Bien plus, il arrive même, dans certaines écoles que les fonctions de surveillants se perpétuent de père en fils. C'est ainsi qu'à Mettray, on a créé une véritable pépinière de gardiens ; dès l'âge de 20 ans, le fils aide le père et apprend peu à peu à connaître son métier de surveillant. Dans certaines autres écoles, nous pourrions citer des exemples, on recrute le personnel surveillant parmi les anciens élèves de la colonie. Cette manière de procéder, qui ne saurait toutefois être généralisée, a donné parfois de bons résultats.

En résumé, quels que soient les moyens employés, nous estimons d'une façon générale, que le personnel des institutions privées sera infiniment supérieur à tous points de vue au personnel officiel des surveillants-fonctionnaires des établissements de l'État.

A ces qualités multiples de fermeté, de bienveil-

lance et de tact, le surveillant modèle de l'école de réforme devra, en outre, ajouter la connaissance approfondie d'un métier qu'il sera capable d'enseigner à l'enfant. Il ne faut, en effet, selon nous, faire aucune distinction entre les surveillants proprement dits et les contremaîtres. Au système suivi à Mettray, où les gardiens et les contremaîtres professionnels sont nettement séparés, nous préférons celui que l'on pratique dans les écoles Bonjean, par exemple.

Ici le surveillant est en même temps contremaître, il suit l'enfant tout le jour, au réfectoire et au dortoir, comme à l'atelier ou aux champs ; il arrive ainsi à connaître à merveille les pupilles qui lui sont confiés, il est du reste pour eux un véritable camarade, et nous avons été frappés de la grande familiarité qui existait à Fontgombault entre les jeunes colons et leurs surveillants. Nous avons constaté que dans les ateliers, le surveillant, devenu contremaître pour la circonstance, donnait l'exemple du travail au lieu de rester inactif et de se borner à un simple rôle de gardien. L'heure de la récréation venue, le surveillant ne dédaignait point de se mêler aux enfants, allant même jusqu'à partager leurs jeux.

C'est beaucoup du reste par la confiance qu'ils inspirent aux pupilles que les surveillants arriveront à avoir sur eux un véritable ascendant moral. C'est pour cela du reste, que nous voudrions que dans toutes les écoles de réforme, le surveillant n'ait point

d'uniforme, tout au moins pendant le travail ; ce costume est absolument inutile et rappelle trop la prison. Nous ne sommes pas sans savoir que l'Administration pénitentiaire a beaucoup fait déjà pour enlever aux surveillants des colonies tout ce qui pouvait les faire ressembler à des geôliers ; on a transformé leurs uniformes, des parements rouges ont remplacé les jaunes, et des casquettes ont été substituées aux képis des gardiens de prison. Ce sont là des réformes excellentes, mais insuffisantes. Nous désirerions que l'uniforme des surveillants soit réservé pour les sorties, les promenades au dehors, mais qu'il soit banni de l'intérieur de l'établissement ; nous voudrions en outre que le modèle de cet uniforme se rapproche le plus possible de celui des enfants.

Régime moral.

La loi de 1850 prévoyait pour les enfants une éducation à la fois morale et religieuse. Comment cette éducation sera-t-elle donnée à l'école de réforme ? C'est d'abord en donnant à l'enfant une sérieuse instruction religieuse : nous estimons, en effet, que pour l'enfant, l'enseignement moral ne peut se concevoir sans enseignement religieux ; les faits sont là, du reste, pour donner raison à notre thèse. Le conseil municipal de Paris, n'avait-il pas cherché il y a quelques années, lors de la création de l'école de Montesson, à

bannir, autant qu'il lui était possible, l'enseignement religieux de l'éducation de l'enfant (1)?

Les résultats ne se sont pas fait attendre et quelques mois plus tard, l'école de Montesson ne se voyait-elle pas forcée, de reconnaître le mauvais côté de son système d'éducation et de soumettre bon nombre de ses pupilles au régime « répressif » des colonies pénitenciaires dont on blâmait (2) jadis « l'aspect lugubre et clérical »?

De quelle façon l'éducation religieuse doit-elle être donnée à l'École de réforme? Plusieurs systèmes ont été suivis.

Dans certains établissements, comme aujourd'hui Mettray et autrefois Saint-Ilan, l'enseignement religieux est considéré comme un véritable moyen d'action morale. Les exercices religieux, l'enseignement du catéchisme, font partie du programme de l'école et chacun est tenu de s'y soumettre.

Dans certains établissements privés au contraire, et ici encore, nous citerons les écoles d'Orgeville et de Fontgombault, l'enseignement religieux est considéré, non point comme un moyen d'action obligatoire, mais comme un simple adjuvant, précieux dans

1. Voir le rapport du Conseil municipal de Paris, 26 mars 1887.

2. La colonie de Montesson s'est vue dans l'obligation de confier une grande partie de ses enfants aux autres colonies pénitenciaires et en particulier à la colonie de Mettray.

certains cas. La plus grande liberté de conscience sera laissée aux enfants et l'instruction religieuse ne leur sera donnée que s'ils la demandent expressément. Ce que l'on doit avant tout chercher à éviter en pareille matière, c'est l'hypocrisie. Jamais donc de punitions, si minimes soient-elles, ne devront être données aux enfants pour manquement à leurs devoirs religieux, et si quelque symptôme persistant de révolte se manifeste, il faudra sans hésiter abandonner net cet enseignement. « Cette manière de procéder, nous disait M. Louis Bonjean, nous a donné les meilleurs résultats ; nombreux sont les pupilles qui arrivent à l'école sans être baptisés et tous sans exception finissent à un moment donné par nous demander spontanément les secours de l'aumônier. »

Ce dernier système, qui sait tout à la fois concilier l'instruction religieuse avec la liberté de conscience, nous semble le meilleur, il n'est — constatons-le malheureusement — pas suivi dans les établissements de l'État. Ici, le principe posé par le paragraphe 1^{er} de loi de 1850, en ce qui concerne l'instruction religieuse, semble être aujourd'hui presque méconnu. Comme le dit très justement M. Joly, dans son étude sur l'enfance coupable (1) :

« Il semble bien avéré que l'élément religieux a été

1. H. JOLY. *L'enfance coupable et nos maisons de correction à l'heure actuelle.*

considérablement affaibli, réduit presque à néant, dans la grande majorité de nos colonies publiques et que rien, excepté l'esprit sectaire, n'y a trouvé son compte. En expulsant l'aumônier des colonies pénitentiaires, on l'a généralement nommé curé à 3 ou 4 kilomètres de là. Il vient le dimanche célébrer une petite messe ; les gardiens y assistent le képi sur la tête, le dos tourné contre l'autel et en regardant leurs pensionnaires avec l'attitude du sergent de ville un jour d'émeute. Le Directeur, s'il y vient, y arrive, pour ne pas se compromettre, quand elle est à moitié dite. »

L'utilité de l'éducation religieuse semble en effet totalement perdue de vue dans nos établissements publics et si elle existe encore à l'état rudimentaire dans les colonies pénitentiaires, c'est parce que le paragraphe 1^{er} de la loi de 1850 est toujours en vigueur et qu'il est impossible de passer outre, mais l'administration elle-même méconnaît absolument l'importance du rôle de l'aumônier. C'est ainsi qu'au cours d'une de nos visites, comme nous demandions à un directeur de colonie, quelle était l'attitude de ses pupilles lorsqu'il les conduisait à la chapelle, il nous répondit par cette phrase toute simple, qui paraît résumer parfaitement l'idée qu'il se faisait de l'éducation religieuse : « lorsque nous conduisons nos pupilles à la messe, leur tenue y est bonne et du reste, nous

serions là pour réprimer tout acte d'indiscipline, car, en somme, la messe, c'est une espèce de mouvement d'ensemble. »

Certes, nous sommes absolument convaincus que le législateur de 1850, lorsqu'il ordonnait pour l'enfant une éducation religieuse, ne se doutait guère qu'un demi-siècle plus tard, il se trouverait des Directeurs de colonies pénitentiaires pour assimiler les exercices religieux à des mouvements de gymnastique!

A côté de l'enseignement religieux, l'enfant recevra à l'école de réforme un enseignement moral proprement dit. Des conférences lui seront faites par le Directeur, auquel on donnera un rôle essentiellement actif et qui trouvera pour cette partie de sa tâche, un auxiliaire précieux en la personne de l'instituteur. En dehors même de ces conférences, le Directeur et les surveillants ne devront laisser échapper aucune occasion pour adresser à l'enfant des conseils de morale, en s'adressant particulièrement à lui et en obtenant sa confiance. On cherchera surtout à développer chez l'enfant des sentiments de franchise et de loyauté absolues; on s'efforcera également, par tous les moyens possibles, de lui laisser une certaine initiative et de développer chez lui le sentiment de la responsabilité. Au fur et à mesure qu'il s'amendera, on pourra lui donner des missions délicates et l'on jugera par la façon dont il s'en est acquitté, des progrès de sa conduite.

Il faut aussi que l'enfant de l'école de réforme ait confiance en lui-même, et qu'il ne se considère pas comme un paria de la société. Tous les moyens seront bons pour aboutir à ce résultat. C'est ainsi que nous avons vu, par exemple, dans un établissement privé, des enfants chargés de faire à leurs camarades quelques petites conférences sur des sujets les intéressant. Bien plus, même, les meilleurs d'entre eux allaient parfois en compagnie de leur Directeur, refaire leur causerie dans les villages voisins. Cette manière de faire avait, selon nous, le double avantage de donner à l'enfant le sentiment de sa petite personnalité, en le mettant sur le pied d'égalité avec les autres jeunes gens du village et d'effacer, dans les populations rurales, cette tendance à considérer les maisons d'amendement de l'enfance, comme de véritables prisons.

On pourra, croyons-nous, multiplier sans inconvénients les relations de l'école de réforme avec l'extérieur. Le public devra pouvoir facilement pénétrer dans l'établissement, sous des conditions de règlement intérieur faciles à déterminer, de façon à pouvoir se convaincre par de fréquentes visites que le régime de l'école de réforme n'est pas aussi mauvais qu'on le prétend.

Les parents, eux aussi, tout au moins ceux qui en sont dignes, pourront visiter leurs enfants et converser librement avec eux ; cette méthode est, du

reste, employée dans bien des endroits. « Lorsque des parents honorables viennent voir leurs enfants, nous disait un Directeur de colonie pénitentiaire, nous n'hésitons pas à les leur confier pendant plusieurs heures, et ils se promènent librement dans les jardins de l'établissement; notre maison, en effet, ne doit en rien ressembler à une prison. »

Toutes ces petites mesures de détail, nous paraissent de la plus haute importance, car toutes, elles contribuent à faire de l'École de réforme une véritable maison d'éducation morale d'où l'enfant pourra sortir transformé et amendé.

Régime disciplinaire.

Les récompenses et les punitions seront considérées, à l'École de réforme, comme un des principaux moyens d'amendement. Ce sera aussi un des plus délicats, parce qu'il exige de la part de celui qui l'exerce un tact tout particulier et une connaissance approfondie de l'enfant. Telle récompense accordée à propos, pourra donner les plus heureux résultats et sera pour l'enfant une marque d'encouragement qui l'incitera à se bien conduire, telle punition, au contraire, qui lui sera injustement donnée, pourra provoquer chez lui les plus déplorables effets.

Un Règlement ministériel du 25 mars 1875, a fixé d'une manière générale, pour les colonies pénitentiaires, la nature des récompenses et des punitions

qui pourront y être distribuées ; aussi, le régime disciplinaire de tous les établissements publics et privés est-il presque partout le même ; il trouvera également son application à l'École de réforme.

Quelles seront donc les récompenses admises à l'École de réforme ? Elles consisteront, tout d'abord, en bons points distribués par les maîtres. Ces bons points, affectés aux différentes occupations de l'enfant : travail, école, propreté, tenue, conduite, etc... ont tous une valeur pécuniaire. Dans les colonies pénitenciaires publiques, tous les bons points distribués ont une valeur de 0 fr. 05. La moitié de cette valeur est conservée et versée à la caisse pour former « un pécule » qu'on donne au pupille à sa libération ; l'autre moitié est remise à l'enfant, et il en a la libre disposition. Il peut, ainsi que nous l'avons vu, s'en servir pour améliorer quelque peu son ordinaire par des achats à la cantine.

Dans certaines colonies privées, à Mettray, par exemple, la valeur des bons points varie avec l'importance de la matière pour laquelle ils sont accordés. Chacun d'eux vaut de 0 fr. 10 à 0 fr. 25. Ces bons points peuvent être donnés aux enfants chaque jour ou à la fin de chaque semaine par le Directeur, sur la proposition des surveillants, d'après les notes obtenues ; un autre système est pratiqué également dans certains établissements : un nombre de bons points déterminé est accordé à chaque enfant au début

de la semaine ou du mois. En cas de faute, la punition consiste dans l'oblitération de tout ou partie de ces bons points. On peut même en cas de faute grave les supprimer totalement pendant un certain temps.

Les bons points peuvent servir de titres à l'obtention d'autres récompenses plus importantes ; c'est ainsi que dans certaines écoles, tout pupille ayant obtenu un certain nombre de bons points dans le courant de la semaine est inscrit d'office au tableau d'honneur et cette inscription donne droit à une nouvelle allocation pécuniaire.

Des gratifications et des primes en espèces peuvent en outre être accordées à la fin de l'année aux pupilles qui se seront signalés par leur bonne conduite. Chaque année, le ministre de l'intérieur accorde aux colonies pénitenciaires un certain nombre de livrets de caisse d'épargne dont la valeur varie ordinairement entre 5 et 20 francs, pour être distribués aux pupilles les plus méritants.

A côté de ces bons points et de ces gratifications, signalons aussi le système très préconisé des grades et des galons de bonne conduite conférés aux pupilles. Outre la supériorité que ces galons de caporal ou de sergent confèrent à l'enfant sur ses camarades, il y trouve aussi un profit pécuniaire, une rente de 10, 15 ou 25 francs accompagnant cette distinction. Tous ces petits bénéfices, versés pour tout ou partie à la masse de l'enfant viennent grossir son pécule et il

n'est pas rare qu'à sa libération, il se trouve à la tête de plusieurs centaines de francs.

Telles sont les principales récompenses employées à l'heure actuelle dans les établissements d'amendement de l'enfance. Ce sont presque toutes, nous pouvons le constater, des récompenses pécuniaires. Nous les préférons, du reste, aux récompenses purement honorifiques, car, tout en incitant l'enfant à se bien conduire, elles ont en outre l'avantage de lui apprendre l'économie et la valeur de l'argent.

Le système des grades et des distinctions conférés aux enfants, pratiqué dans certains établissements, nous semble offrir quelques sérieux inconvénients. N'est-il pas à craindre, en effet, qu'en conférant à certains pupilles une supériorité sur leurs camarades, ils deviennent vis-à-vis de ces derniers de véritables tyrans. Violents et brutaux pour la plupart, ils ne manqueront pas de donner libre cours à leurs mauvais instincts et feront, sous prétexte d'exercer leur autorité, sentir durement à leurs camarades l'importance de leurs galons.

C'est surtout en lui donnant une liberté plus grande, en lui laissant une part plus large d'initiative que l'on devra récompenser l'enfant ; à mesure qu'il s'amendera, le régime se fera plus doux, jusqu'au jour où on le jugera apte à être placé au dehors, chez un particulier. Telles seront les différentes récompenses qui trouveront leur place à l'École de réforme.

Il nous reste maintenant à étudier le régime répressif appliqué dans les différents établissements d'amendement de l'enfance.

En principe, toutes les punitions corporelles sont depuis longtemps supprimées, bien qu'il se soit trouvé certains pénologues, pour regretter que le châtimement du fouet n'ait pas été maintenu, comme il l'a été en Angleterre, tout au moins dans les colonies correctionnelles. De récents scandales qui ont défrayé les chroniques, ont attiré l'attention sur certains établissements privés, où en dépit des règlements, des punitions corporelles d'un autre âge, avaient été infligées aux enfants. Nous ne reviendrons pas sur les cachots obscurs et humides, les privations de nourriture, les « croix de langue » et autres châtimements barbares, dont de pauvres petits ont eu à souffrir; ils ne s'agit là, que de cas exceptionnels et d'infractions à des règlements formels, qui ont du reste entraîné la fermeture immédiate de ces bagnes d'enfants.

Les punitions admises aujourd'hui dans les maisons d'amendement de l'enfance ont surtout un effet moral; les mauvais points et la réprimande en formeront la base; ce n'est que pour des faits plus graves, que l'on utilisera les punitions comme le piquet le pain sec, le lit de camp militaire et la cellule de punition qui subsistent comme dernier vestige des punitions corporelles. Le châtimement principal devra toujours être, pour l'enfant, l'envoi pour un temps

plus ou moins long, que l'on pourra au besoin abréger, dans une colonie au régime plus sévère.

Le directeur seul aura le droit d'infliger les punitions sur la demande des surveillants : le régime, de cette façon, sera le même pour tous et l'on pourra ainsi éviter toute inégalité de traitement.

C'est en effet, avec les plus grandes précautions, qu'il faut user de ce droit de punir, une punition iméritée pouvant parfois amener de déplorables résultats. L'enfant injustement puni se décourage facilement, et loin de réagir, se laisse aller à ses mauvais instincts.

Nous préconiserons tout particulièrement sur ce point, le système employé dans certaines écoles, et en particulier à Fongombault. Chaque soir, après le repas, les enfants sont réunis pour la lecture du rapport, qui fixe le programme de la journée du lendemain. Cette lecture achevée, le directeur demande à chaque surveillant contre-maître et aussi à chaque enfant gradé auquel une mission a été confiée, de signaler les irrégularités qu'il a pu constater dans son service. Les coupables sont entendus et se défendent devant leurs camarades ; c'est seulement après ces petits débats contradictoires que le directeur infligera au coupable telle ou telle punition qui paraîtra méritée. Le châtiment sera souvent minime : presque partout, en effet, le régime des punitions se trouve aujourd'hui adouci par l'application du sursis.

Cette idée du sursis appliqué aux peines disciplinaires, le Dr Gruber-Lajos, vice-procureur royal à Budapest, la développait dans un de ses rapports (1). « Je pense, concluait-il, que la condamnation conditionnelle doit être appliquée aux jeunes criminels internés dans les maisons de correction. On devra prendre certainement en considération le caractère de la jeunesse et ne pas oublier que chez les enfants les impressions s'effacent beaucoup plus rapidement. De là, il faut tirer cette conclusion, que si l'on veut obtenir des résultats, le sursis pour les peines disciplinaires infligées aux enfants ne devra pas être de trop longue durée. »

L'idée du sursis a fait son chemin ; nous la trouvons appliquée aujourd'hui presque partout. C'est ainsi qu'à la colonie publique de Saint-Maurice, lorsqu'un enfant, discipliné d'ordinaire, vient à commettre une première faute, le sursis lui est toujours accordé ; il est de courte durée et varie avec le caractère et le tempérament (2) de l'enfant. « Il est en effet plus facile, nous disait le directeur de cette colonie, à certains

1. B S.P. 1900, I, p. 145. Congrès international du patronage des libérés, 1900.

2. On a imaginé aussi de proportionner la durée du sursis à la gravité de la faute. Cela nous semble insuffisant, car on ne paraît tenir ici aucun compte du caractère de l'enfant, élément d'appréciation qui doit cependant entrer en ligne de compte pour une part aussi grande que la gravité de la faute.

enfants de rester calmes et de se bien conduire pendant deux ou trois mois qu'à d'autres de se maîtriser pendant huit jours. Ce n'est donc qu'avec une grande expérience et une connaissance approfondie de l'enfant qu'on peut arriver à appliquer le sursis avec juste mesure. Pour tel enfant au caractère emporté et violent, le sursis sera par exemple d'une huitaine de jours; si pendant ce court délai aucune faute nouvelle n'a été commise, la punition sera annulée. Pour tel autre plus calme, mais souvent aussi plus sournois, le délai du sursis sera plus long, mais il ne dépassera pas au maximum une quinzaine de jours. »

En 1889, le système du sursis était également inauguré à Mettray, mais il ne donna pas à cette époque les résultats qu'on pouvait en espérer. « Ce qui frappe, au premier abord, disait alors le Directeur de cette colonie dans un rapport (1) qu'il présentait au Congrès international de patronage des libérés, c'est le petit nombre de cas où il a été possible de faire application de la loi Bérenger. La plupart des punitions sont, en effet, données à de mauvais pupilles, véritables piliers du quartier de punitions, des récidivistes enragés auxquels il ne saurait être question de faire une telle faveur qui serait d'ailleurs inutile. » Et le Directeur concluait : « Il peut y avoir

1. Rapport de M. Cluze, 27 janvier 1900. B. S. P., 1899, n 4.

avantage à appliquer dans certains cas la loi Bérenger ou telle modification de cette loi que le Directeur jugera le plus utile, mais ce serait une illusion de penser qu'elle puisse être d'un emploi fréquent et avoir une grande influence sur les pupilles. Dans tous les cas, si on peut la recommander, on doit laisser aux directeurs toute latitude pour l'appliquer et bien se garder de vouloir la soumettre à une réglementation minutieuse et absolue (1). » C'est à cette dernière remarque que nous aboutirons également.

Distractions et récréations.

Nous en aurons fini avec cette étude des écoles actuelles lorsque nous aurons dit quelques mots des distractions et des récréations.

Il serait à désirer, nous l'avons vu, que les surveillants se mêlent plus intimement à la vie de leurs pupilles, en partageant, non seulement leurs travaux, mais aussi leurs jeux. Nous sommes absolument persuadés que la discipline n'aurait rien à y perdre

1. A côté du sursis simple, il y a le système du sursis avec rachat. Moyennant quelques bons points les pupilles peuvent, comme les élèves de nos lycées, racheter une punition pour une faute légère. Cette méthode a donné d'assez bons résultats et, en 1899, à Mettray, sur 25 applications de ce système, 17 étaient couronnées de succès. Pendant la même période, au contraire, sur 17 applications de la loi Bérenger simple, on ne constatait que 2 résultats satisfaisants.

et que, tout au contraire, les enfants finiraient ainsi par s'attacher à leurs gardiens et à les aimer.

Les sports devront être en faveur à l'école de réforme : on y pratiquera intelligemment les exercices de gymnastique individuelle et de gymnastique suédoise en groupe, la natation, la marche y trouveront également place, car l'école de réforme doit préparer l'enfant au service militaire et doit être un véritable prolongement de la caserne.

Il est du reste à remarquer, qu'à l'heure actuelle, l'instruction militaire est donnée presque partout ; il serait cependant à désirer, que cette instruction ne soit pas seulement superficielle, ne consistant qu'en des revues ou des défilés, mais qu'on enseigne sérieusement à l'enfant tout ce qu'il devra apprendre au régiment :

Le service intérieur lui donnera, dès l'école, des principes d'ordre et de discipline, les exercices de service en campagne lui permettront de faire preuve d'initiative, tout en développant son endurance et ses forces physiques.

Dans de nombreux établissements, les enfants sont également habitués à la manœuvre de la pompe à incendie et il ne se passe pas d'années sans que, par exemple, les pupilles de Mettray ne se fassent remarquer par leur conduite courageuse en combattant des sinistres voisins. C'est là, croyons-nous, un excellent exercice qui, tout en développant les forces physi-

siques de l'enfant lui apprend à se dévouer pour ses semblables.

A côté des sports et de l'instruction militaire, il ne faut pas négliger la musique et le chant : Ce sont deux distractions excellentes et qui plaisent beaucoup à l'enfant. Nous avons été à même de constater l'entrain avec lequel les pupilles de nos colonies allaient à leurs répétitions, et nous avons aussi apprécié les rapides progrès de leurs fanfares.

La lecture devra également avoir sa place à l'école de réforme. La bibliothèque comportera des livres choisis, pouvant distraire ou intéresser l'enfant ; à côté des romans moraux, on placera des manuels professionnels et ces derniers ne seront pas les moins lus, nous en avons eu la preuve au cours de nos visites. Le travail à la bibliothèque sera d'ailleurs toujours facultatif.

En résumé, on cherchera par tous les moyens possibles à occuper l'enfant et à l'intéresser, en éloignant de lui tout ce qui pourrait lui faire prendre en dégoût l'école où il est placé. Les jeux et les distractions varieront avec les goûts et avec les âges, mais il ne faudra jamais perdre de vue que l'école de réforme est faite pour des enfants et des jeunes gens, qu'il faut faire travailler, mais qu'il faut aussi distraire aussi l'emploi du temps devra-t-il toujours comporter d'assez longues heures de récréation.

Ces différentes remarques que nous venons de

faire sur le régime intérieur de l'École de réforme, telle que nous la comprenons, nous ont été suggérées par la visite de plusieurs types d'établissements : colonies pénitentiaires publiques ou privées ou écoles de réforme particulières.

Nous avons pu nous convaincre qu'en réalité, les moyens d'amendement employés sont partout les mêmes et qu'à l'école de réforme comme à la colonie pénitentiaire, c'est par des procédés absolument identiques qu'on doit chercher à élever et à amender l'enfant.

Il ne faut donc pas s'illusionner et voir entre la colonie pénitentiaire et l'école de réforme de la loi de 1904 des différences qui n'existent pas. La loi parle bien pour l'école de réforme d'un régime préventif et pour la colonie pénitentiaire d'un régime répressif. En réalité ces expressions sont inexactes, car elles ne correspondent pas à des différences réelles.

Ce qui distinguera vraiment la colonie pénitentiaire de l'école de réforme proprement dite, ce sera la moralité de ses pupilles ; d'un côté seront les plus mauvais, de l'autre seront les meilleurs. Quant au régime, il sera partout le même, en principe tout au moins, et les moyens d'amendement employés à l'école de réforme seront également employés à la colonie pénitentiaire. Ici cependant, le régime se fera un peu plus sévère : moins d'initiative et moins de liberté seront laissées aux enfants, la vie d'atelier et des

champs sera plus intense et les punitions plus nombreuses, mais là aussi le régime ne sera pas vraiment répressif, il sera encore éducateur.

La maison paternelle de Saint-Antoine.

Avant de terminer cette étude des moyens d'amendement et des différents établissements destinés à réformer l'enfance difficile ou coupable, nous signalerons une maison de réforme d'un caractère tout spécial, à laquelle nous avons déjà fait allusion au cours de ce travail : c'est la maison paternelle de Saint-Antoine, à Mettray.

Nous avons vu en effet, que malgré les soins assidus dont ils étaient entourés, certains enfants de familles aisées, natures rebelles et réfractaires étaient pour leurs parents des causes de perpétuels soucis.

C'est pour remédier à cet état de choses, que dès 1855, M. Demetz fonda la maison paternelle de Saint-Antoine. C'est un véritable collège de répression, pourvu de toutes les ressources nécessaires pour procurer aux jeunes gens une éducation complète, semblable à celle qu'ils auraient reçue dans leurs familles.

Une simple ordonnance du président du tribunal civil, rendue sur la demande du père, conformément aux articles 376 et 377 du Code civil, régularisera le séjour du mineur dans cet établissement. Chaque élève occupe un logement séparé : cette disposition, indispensable pour le soustraire à toute influence

nuisible et pour garder le secret de son internement, est également nécessaire pour l'habituer au travail et à la réflexion. L'enseignement qu'il y reçoit est individuel, c'est un des moyens d'action les plus efficaces du système de cet établissement. Au reste, ce régime de séparation n'est pas pour les élèves une véritable solitude ; les heures de classe et d'étude, les promenades à la campagne, les leçons d'agrément sont disposées de telle sorte, qu'ils restent fort peu de temps livrés à eux-mêmes.

Depuis sa création, la maison paternelle semble avoir donné d'excellents résultats ; nombreux sont les jeunes gens aux caractères difficiles, ayant passé par cet établissement qui, plus tard, ont occupé dans la vie d'honorables situations. C'est bien une véritable école de réforme, mais d'un genre spécial et réservée en quelque sorte à une élite : seules les familles possédant une grosse situation de fortune, pourront y placer leurs enfants difficiles et payer le prix élevé de pension qui leur sera réclamé.

L'effectif de la maison paternelle est des plus restreints : une trentaine d'élèves au maximum y sont chaque année élevés et instruits ; c'est peu à vrai dire et les services rendus par ce collège de répression sont en réalité de mince importance ; il nous a paru cependant intéressant de signaler au passage cette maison paternelle de Mettray et d'insister sur les détails de son organisation, car c'est, croyons-nous,

le seul établissement de ce genre existant en France. Il forme à lui seul un type absolument à part dans le groupe des écoles de réforme, tant par le milieu social des pensionnaires qu'il recrute, que par le genre d'instruction et d'éducation qui leur y sont données.

La colonie correctionnelle.

C'est seulement à la colonie correctionnelle d'Eys-
ses, que nous trouverons un régime réellement ré-
pressif, mais il faut le remarquer, il ne s'agit plus ici
d'une école d'amendement de l'enfance, mais d'une
véritable prison.

La colonie d'Eys-
ses ne reçoit en effet que les en-
fants reconnus coupables; condamnés à plus de
deux ans de prison et les pupilles incorrigibles des
colonies pénitenciaires; les enfants sont astreints
ici à un régime très sévère. C'est par des exercices
militaires ou des marches au pas cadencé qu'on ar-
rive à soumettre, pendant les premiers temps de leur
séjour à la colonie, ces jeunes indisciplinés; s'ils
obéissent, on les classe immédiatement dans un at-
elier de leur choix; s'ils se révoltent, ils sont envoyés
en cellule et mis par la suite au « quartier des reléga-
bles », qui reçoit aussi les mineurs relevant de la loi
du 27 mai 1885 sur la relégation. Divers métiers sont
enseignés à la colonie correctionnelle: ceux de ravau-
deur, forgeron, menuisier, bourrelier, sabotier, etc.

Les plus disciplinés sont employés, comme dans

les colonies pénitenciaires, à des travaux agricoles. Ce genre d'occupation y est considéré comme une récompense accordée aux meilleurs.

Bien que l'étude de cet établissement, qui ne saurait être considéré, nous l'avons dit, comme une véritable école de réforme, ne rentre pas dans le cadre de notre sujet, qu'il nous soit permis de dire cependant, que le régime de la colonie correctionnelle d'Eysses nous semble réellement trop sévère. Qu'on y applique le régime des maisons centrales, rien de mieux ! Mais il serait à souhaiter qu'on supprime ces punitions d'un autre âge, comme les longues marches au pas cadencé, par exemple, ou les heures de piquet interminables, qui tout en déprimant le moral de l'enfant ne peuvent en aucune façon l'amender.

Conclusion.

Nous avons essayé de résumer, avec la plus grande impartialité possible, les différentes observations que nous avons été amené à faire dans les établissements de l'État et dans les établissements privés que nous avons visités. Dans les uns comme dans les autres nous avons relevé les bons et les mauvais côtés ; les établissements de l'État auront, selon nous, sur les institutions privées ce principal avantage, qu'ils trouveront toujours dans les caisses publiques, les crédits suffisants pour subvenir à leurs besoins. Pour ceux-là, les modifications et les réformes seront faciles à

réaliser et se réduiront à une simple question d'argent.

Pour les écoles privées, au contraire, la grosse lacune, c'est le manque de ressources: réduites presque toutes aux charités des particuliers, aux maigres pensions que les parents des enfants ou l'assistance publique sont en mesure de leur fournir, ce n'est qu'à force d'économies qu'elles arrivent à se maintenir. Le moment arrivera peut-être où elles seront obligées, sinon de fermer leurs portes, du moins de réduire leurs effectifs. Il serait donc à souhaiter que l'État, par de généreuses subventions, vienne en aide à tous ces établissements qui lui rendent de si nombreux services et dont il ne saurait se passer.

C'est aux institutions privées qu'iront malgré tout nos préférences car, grâce à la liberté et à l'initiative dont elles jouissent, elles pourront, mieux que les autres, marcher dans la voie du progrès.

Libres de choisir leur personnel, elles auront de meilleurs surveillants, qui ne feront plus partie d'une hiérarchie de fonctionnaires. Libres de choisir leurs moyens d'action, elles pourront modifier sans cesse leur régime, sans être entravées par des règlements administratifs et pourront toujours améliorer leur système d'éducation, en tenant compte des résultats obtenus.

Mais, qu'il nous soit permis de le dire en terminant cette étude, ce qui nous a surtout frappés dans la visite de tous ces établissements publics ou privés,

c'est la bonne tenue, l'ordre et la discipline qui y régnaient. Partout, nous avons rencontré dans la personne des directeurs, des hommes au zèle inlassable, tout dévoués à l'œuvre qu'ils avaient entreprise, ne ménageant pour y réussir ni leurs travaux, ni leurs peines, confiants dans le succès final. Nous aussi nous partageons cette confiance et nous sommes persuadés que si l'œuvre de régénération de l'enfance n'est pas encore parfaite, elle fait chaque jour un progrès nouveau. De nombreuses réformes sont encore à faire, il reste des lacunes à combler ; on y arrivera lentement grâce à l'expérience que l'on acquiert avec le temps.

Nous sommes néanmoins intimement persuadés que nos écoles d'amendement de l'enfance, telles qu'elles existent actuellement, donnent déjà d'excellents résultats et que plus d'un petit malheureux a été sauvé et régénéré, qui sans elles serait devenu à coup sûr un vagabond ou un criminel. Souhaitons donc que chacun s'intéresse à cette œuvre sociale, l'État, en la secondant pécuniairement, le public, en la soutenant moralement et en renonçant à cette idée absolument fausse : que les maisons de correction pervertissent l'enfant au lieu de l'amender.

CONCLUSIONS

Sous le titre des « écoles de réforme » nous avons successivement examiné au cours de cette étude, les différentes dispositions législatives concernant l'enfance difficile ou coupable.

Dans une première partie, nous avons tout d'abord étudié la théorie de la législation pénale relative à l'enfance, puis nous avons abordé l'étude des lois et des règlements qui étaient venus par la suite faire application des principes posés par cette législation théorique.

Dans la seconde partie, consacrée à l'amendement des enfants, nous nous sommes efforcés de passer en revue les différents moyens matériels et moraux mis en œuvre pour amender l'enfance, et nous avons essayé de constituer un type d'école de réforme, d'après les principes posés auparavant, tout en prenant soin de signaler en même temps, quelle application était actuellement faite des divers moyens d'amendement existants.

Il résulte de notre étude et des nombreuses observations que nous avons été à même de faire, que tous ces établissements que l'on cherche aujourd'hui à distinguer théoriquement et à classer dans des catégories nettement différentes, ne sont en pratique que des institutions absolument similaires.

Elles n'ont toutes, à part la colonie correctionnelle qui, nous l'avons vu, est plus une prison au régime répressif qu'une véritable école de réforme, qu'un but unique : l'amélioration de l'enfance difficile ou coupable. Nous croyons donc avoir eu raison de grouper sous un même titre d'écoles de réforme, ces différents établissements que l'on cherche théoriquement à différencier, mais qui, en réalité, se confondent dans la pratique ; ces écoles sont toutes en effet de véritables écoles d'amendement.

Est-ce une raison cependant pour que les enfants soient confondus, quel que soit leur degré de perversité et leur moralité, dans un même milieu et n'y aura-t-il pas lieu d'établir pratiquement entre ces institutions, des différences qui n'existent à l'heure actuelle qu'à l'état purement théorique ? Si, assurément.

Mais alors, quel sera le régime employé ? Une seule méthode est suivie à l'heure actuelle. Dans les différentes écoles de réforme publiques ou privées, nous l'avons vu, à Mettray comme aux Douaires, à Orgeville comme à Saint-Louis, tous les enfants sont mélangés sans distinction de moralités, les mauvais

sont mêlés aux bons, et l'on compte sur les derniers pour améliorer les autres. A mesure que l'un des enfants vient à s'amender, il sert d'abord d'exemple à ses camarades, on lui confère sur eux une certaine autorité en lui donnant un grade, par exemple, puis bientôt lorsque son amélioration est jugée définitive, il est, à titre de récompense, placé au dehors ; en cas de mauvaise conduite, on peut le rappeler à la colonie.

Si, au contraire, la conduite de l'enfant tend à devenir plus mauvaise, la colonie peut s'en défaire et l'envoyer, à titre de punition, à la colonie correctionnelle.

Nous avons dit ce qu'il fallait penser de cette façon de faire : le bon exemple, croyons-nous, est bien peu contagieux, le mauvais, par contre, l'est beaucoup, et il y aura fort à craindre que cette méthode n'offre toujours que de médiocres résultats.

A la place de ce système suivi à peu près partout, nous en proposerons un autre : c'est le système de la division par moralités. Les éléments les plus mauvais seront réunis dans un même groupe et soumis aux moyens d'amendement matériels et moraux que nous avons étudiés.

Dès qu'une amélioration appréciable se sera fait sentir, on enverra l'enfant, non plus au dehors, chez un particulier, comme dans le système actuel, mais dans un établissement de moralité supérieure, où tous

les éléments sont déjà assez bons. Ce n'est que plus tard, après un séjour plus ou moins long dans cet établissement, quand il sera considéré comme définitivement amélioré qu'on le placera chez les particuliers (système appliqué à Melleville).

Cette méthode n'est, du reste, qu'une application des principes posés par la loi de 1904 qui, nous l'avons vu, sépare les enfants en deux catégories : les difficiles et les vicieux. Pour les premiers, elle prévoit le régime préventif de l'École professionnelle, pour les autres, le régime répressif de la Colonie pénitentiaire.

On peut donc dire, qu'à l'heure actuelle, et depuis cette loi de 1904 nous avons « en théorie » trois degrés de moralités constitués, correspondant aux trois types d'établissements existants :

1° L'École de réforme ; 2° la colonie pénitentiaire ; 3° la colonie correctionnelle.

Mais ce n'est là, nous le répétons, que de la théorie pure et cette triple division des moralités n'est point encore mise en pratique ; les écoles de réforme, nous l'avons vu, n'existent en effet qu'à l'état de projet et les établissements privés qui en tiennent lieu ne comportent aucune organisation qui permette de séparer les enfants selon leur degré de moralité. Aussi, devons-nous concevoir une réforme complète et pratique du système.

Nous proposerons donc, et nous ne ferons en cela

qu'obéir aux vœux de la loi, la création de trois types d'écoles séparées, correspondant aux trois degrés de moralités et comportant des régimes différents.

L'école du type I, que nous pouvons appeler « école d'amendement » sera réservée aux enfants de moralité relativement bonne, elle correspondra à l'école de réforme de la loi de 1904, le régime en sera purement préventif; ici, c'est par la douceur et la persuasion qu'on cherchera à ramener l'enfant au bien.

L'école du type II que nous appellerons « école de réforme », correspondra à la Colonie pénitentiaire; on y mettra les enfants d'une moralité inférieure, qui ne seront pas suffisamment amendés pour entrer à l'école d'amendement; le régime de cet établissement sera celui que la loi de 1904 qualifie à tort de répressif. Les moyens d'amendement seront toujours les mêmes que ceux employés à l'école du type I, mais l'enfant y sera moins libre et le régime plus sévère.

Enfin, sous le nom « d'école pénitentiaire », nous désignerons un troisième type d'écoles correspondant aux colonies correctionnelles.

Cet établissement ne sera plus, à proprement parler, une véritable école de réforme, mais une sorte de prison. L'enfant subira un régime véritablement répressif et correctionnel. On n'y enverra du reste que les plus mauvais éléments; le régime de l'établissement se rapprochera davantage de celui de la détention que de celui de l'école de réforme.

Nos trois échelons de moralité ainsi constitués, voyons quel sera dans son ensemble le fonctionnement du système : un enfant commet un délit et comparait devant un tribunal, celui-ci aura, comme par le passé, à se prononcer sur la question de savoir s'il a agi avec ou sans discernement.

Est-il décidé que l'enfant est coupable et qu'il a agi avec discernement, il sera envoyé immédiatement au quartier des punitions de l'école du type III, de même qu'on l'envoyait autrefois à la colonie correctionnelle, mais sans distinguer ici, si la condamnation est supérieure ou inférieure à deux années d'emprisonnement.

Il lui sera du reste possible de racheter sa faute par sa bonne conduite et, en cas d'amendement, il pourra espérer se voir transférer dans une école de moralité supérieure. Par cet envoi du mineur condamné à l'école du type III, on évitera de mélanger, comme on l'a fait jusqu'à ce jour, les mineurs condamnés et les mineurs acquittés (1).

Est-il au contraire décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté conformément à l'article 66 et remis à ses parents ou envoyé en école de réforme.

Dans ce dernier cas, que fera-t-on de l'enfant ? Il faudra tout d'abord examiner sa moralité et pour cela,

1. Sur ce point, du reste, un rapport supplémentaire de M. Strauss fait espérer une réforme très prochaine.

on s'attachera moins à la gravité plus ou moins grande du méfait qu'il a commis qu'à son caractère, à ses penchants et à ses antécédents. Tel enfant qui se sera rendu coupable d'un délit relativement grave, pourra n'avoir agi qu'à la suite de quelque entraînement et n'être pas au fond perversi, alors que tel autre, dont les actes paraissent moins répréhensibles, ne sera en réalité qu'un être vicieux, parfois même incorrigible.

Mais où pourra-t-on étudier ainsi le caractère de cet enfant ? Il est bien certain que ce n'est pas le Tribunal qui pourra, en quelques minutes, comme il le fait à l'heure actuelle, dans les cas où il n'y a pas eu d'instruction, juger du degré de perversité de l'enfant et le placer dans telle ou telle école ; il n'est pas qualifié pour cela.

Nous proposerons donc, en cas de mise en réforme du mineur, son renvoi immédiat dans un dépôt annexé au groupe d'écoles dont dépend le Tribunal qui le juge.

Ce dépôt devra être un établissement obligatoirement agricole, une ferme, généralement, où l'enfant jouira d'une liberté relative et où il subira un régime assez semblable à celui des écoles de réforme.

Il y fera un séjour d'une durée indéterminée, qui pourra varier de huit jours à un mois. Si ce laps de temps ne paraît pas suffisant, on pourra même le prolonger quelque peu. Après cette période d'observation où la moralité de l'enfant fera l'objet d'un

attentif examen, il sera dirigé sur l'école qui paraîtra la mieux appropriée à son cas.

Est-il simplement difficile et sa nature ne révèle-t-elle pas des tares trop profondes, on l'enverra à l'école d'amendement du type I.

Paraît-il, au contraire, vicieux et méchant et un régime plus sévère semble-t-il indispensable pour le ramener au bien : on l'enverra alors à l'école de réforme du type II.

Le placement de l'enfant dans l'un ou l'autre établissement ne sera, du reste, jamais définitif et il sera toujours possible de le faire passer d'une école dans une autre.

L'enfant de l'école II, par exemple, vient-il à s'amender, on le transfère à l'école d'amendement du type I. Devient-il par hasard plus mauvais et commet-il quelque faute grave, il sera alors transféré à l'école pénitentiaire du type III.

Ce passage d'une école dans l'autre sera prononcé par une commission créée auprès de chaque groupe d'écoles.

Comment cette commission sera-t-elle composée? Elle pourra comprendre tout d'abord, les directeurs, des trois types d'école formant le groupe pénitentiaire, un membre du parquet général dont dépend ce groupe, puis quelques spécialistes pris parmi les membres des sociétés de patronage ou des comités de défense des enfants traduits en justice.

Tel est le système que nous proposons ; nous aurons ainsi une division pratique des enfants d'après leur moralité, division seule logique et conforme à l'idée d'éducation qui domine toutes les idées du Code pénal actuel.

Mais ici une question se pose. Devra-t-on créer de toutes pièces ces nouvelles écoles ou utilisera-t-on celles qui existent déjà ?

Il est bien certain que s'il fallait créer dans toute la France de nouveaux établissements, on rencontrerait une difficulté insurmontable d'ordre pratique : les crédits pour entreprendre semblable création feraient nécessairement défaut. Nous proposerons donc d'utiliser tous les établissements privés et publics existant à l'heure actuelle ; on y répartirait les enfants d'après leur degré de moralité et aussi d'après la sévérité plus ou moins grande du régime appliqué dans ces établissements.

Si le nombre de ces écoles était insuffisant et si la création de quelques maisons nouvelles venait à s'imposer, on aurait alors recours aux initiatives privées ou bien encore aux relations interdépartementales, ainsi que le prescrit la loi de 1904.

Nous souhaitons cependant que le premier de ces deux derniers moyens soit plutôt préféré ; nous voudrions que les sociétés de patronage sérieuses et les comités de défense d'enfants traduits en justice soient seuls chargés de la création de ces nouvel-

les écoles ; l'État et les départements fourniraient à ces sociétés les subventions dont elles auraient besoin.

Il resterait à souhaiter qu'un règlement obligatoire, semblable à celui de 1869 sur les colonies pénitenciaires, vienne unifier tout le système sans distinguer aucunement entre les établissements privés et ceux de l'État.

Ce règlement ne serait du reste que le complément d'une loi nouvelle, dont la création s'impose plus que jamais.

Il faudrait, en effet, qu'une vaste disposition législative vienne en quelque sorte synthétiser tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour pour l'enfance. A cette loi nous demanderions de fixer les points suivants :

1° L'établissement, comme nous l'avons proposé, des trois degrés de moralités et des trois types différents d'écoles, répartis en quatre ou cinq groupes sur toute l'étendue du territoire.

2° De décider que, dorénavant, les différents établissements d'amendement de l'enfance ressortiront non plus du ministère de l'Intérieur, comme les colonies pénitenciaires, mais qu'un service particulier dépendant, par exemple, de la direction de la Mutualité au ministère du Travail, soit spécialement chargé de cette catégorie d'établissements.

3° Définition du droit de garde, qui n'a point été donnée par la loi et donne souvent lieu à des con-

flits entre les personnes qui en sont investies et les parents des enfants.

4^e Mise d'accord entre elles des lois de 1889 et de 1906 au point de vue de la majorité pénale et permettant de déléguer à l'Assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents, pour des mineurs de 18 ans.

5^e Possibilité aux tribunaux correctionnels de transmettre à l'Assistance publique les droits de la puissance paternelle que des parents trop faibles sont incapables d'exercer, sans frapper ceux-ci de déchéance, et partant d'infamie, et permettre à ces derniers de conserver la puissance paternelle sur leurs autres enfants.

6^e Autorisation donnée aux sociétés de patronage de l'enfance d'intervenir en matière correctionnelle et criminelle pour réclamer officiellement la garde de l'enfant. (Cette intervention n'est pas en effet reconnue à l'heure actuelle par la jurisprudence de la Cour de cassation).

7^e Possibilité donnée à ces sociétés de réclamer aux parents ou à l'Assistance publique tout ou partie des frais de garde de l'enfant.

8^e Modifications générales ou confirmatoires apportées à la procédure de comparution de l'enfance traduite en justice :

A). — Les affaires concernant les mineurs devront,

en principe, être soumises à des juges spécialistes (1). Cette heureuse réforme a déjà été appliquée à Paris où quatre juges d'instruction sont spécialement chargés des affaires d'enfants.

B) Interdiction absolue d'employer pour les enfants la procédure des flagrants délits et désignation d'office d'un juge d'instruction et d'un défenseur.

Cette réforme qui est établie dans la pratique n'est pas encore, à l'heure actuelle, consacrée législativement, elle n'est prescrite que par une simple circulaire ministérielle.

Tels sont les différents vœux que nous croyons devoir formuler comme conclusion, de cette étude sur les écoles de réforme. Nous estimons que par l'établissement d'un système de ce genre à la fois complet, logique et pratique, on arriverait à amender l'enfance difficile ou coupable, non plus comme on le fait encore aujourd'hui par des moyens empiriques, mais par des graduations nettes, précises et contrôlées.

Nous nous sommes plu à établir des types d'écoles que nous avons cherché à rapprocher le plus possible des conditions réelles des besoins de l'enfance. Nous avons eu recours pour cela à l'expérience des

1. Certains criminalistes ont proposé d'instituer en France, à l'exemple des États-Unis, des tribunaux spéciaux pour les mineurs. Au début, beaucoup ont proposé l'institution d'une juridiction nouvelle : les conseils de tutelle. Aujourd'hui, on semble vouloir se contenter des juridictions existantes.

directeurs de sociétés de patronages, de colonies pénitentiaires et d'écoles de réforme publiques et privées et nous avons cherché simplement à résumer ici leurs observations. Qu'il nous soit permis, en terminant, de les remercier sincèrement de l'accueil bienveillant qu'il nous ont fait en nous ouvrant toutes grandes les portes de leurs écoles.

Certes nous ne nous illusionnons pas sur les résultats pratiques de cette très modeste étude, mais nous croyons cependant qu'en organisant un système de réforme de l'enfance, du genre de celui que nous proposons, on arriverait à préserver moralement et aussi à guérir bon nombre de petits malheureux. Ce serait faire là une excellente œuvre sociale, car c'est en protégeant les enfants et en les empêchant de devenir, par la suite, de mauvais citoyens, qu'on arrivera à diminuer la criminalité et à améliorer l'état moral du pays.

Nous nous estimerions fort heureux si pour notre très faible part nous avons pu quelque peu y contribuer.

Vu : le Président de la thèse,
GARÇON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

La perversion de l'enfance.	9
-------------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Systeme législatif.

CHAPITRE I. — Théorie de la loi pénale.	33
CHAPITRE II. — Les lois d'application.	63

DEUXIÈME PARTIE

L'amendement des enfants.

CHAPITRE I. — Des écoles de réforme en général et du rôle de l'assistance publique.	81
CHAPITRE II. — Les écoles actuelles et les moyens d'amendement	99
I. — Considérations générales	99
II. — Travail professionnel.	106
III. — Instruction	113

IV. — Régime matériel	116
A) <i>Dortoirs</i>	117
B) <i>Réfectoires</i>	118
C) <i>Alimentation</i>	119
D) <i>Vêtements</i>	120
E) <i>Infirmérie</i>	121
V. — Personnel administratif	122
VI. — Régime moral	128
VII. — Régime disciplinaire.	134
VIII. — Distractions et récréations.	142
APPENDICE. — La maison paternelle de Saint-Antoine.	146
IX. — La colonie correctionnelle	148
CONCLUSION	149
Conclusions	153

